



Gestion
financière MD inc.

Fonds collectifs GPPMD

États financiers intermédiaires 2025

Message concernant vos états financiers

Les états financiers intermédiaires de nos fonds collectifs GPPMD s'inscrivent dans notre engagement d'informer nos clients du rendement des placements qu'ils détiennent chez MD. Des états financiers intermédiaires sont produits pour chaque fonds collectif.

Si vous avez des questions concernant ces documents, veuillez communiquer avec votre conseiller MD ou avec le Centre de courtage MD, au 1-800-267-2332.

États financiers intermédiaires non audités pour le semestre clos le 30 juin 2025

Les présents états financiers intermédiaires non audités ne contiennent pas le Rapport de la direction sur le rendement du Fonds (« RDRF ») intermédiaire. Si vous n'avez pas reçu d'exemplaire du RDRF intermédiaire avec les présents états financiers, vous pouvez l'obtenir sur demande, sans frais, en téléphonant au numéro sans frais 1-800-267-2332, en nous écrivant à Gestion financière MD inc., 1870, promenade Alta Vista, Ottawa (Ontario) K1G 6R7, ou encore en visitant notre site Web à l'adresse md.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse sedarplus.ca. Des exemplaires des états financiers annuels audités ou du RDRF annuel peuvent aussi être obtenus, sans frais, de la même façon. Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon pour d'obtenir un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, le dossier de vote par procuration ou l'information trimestrielle du portefeuille.

AVIS DE NON-EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES PAR LES AUDITEURS

Gestion financière MD inc., le gestionnaire du Fonds, nomme des auditeurs indépendants pour effectuer l'audit des états financiers annuels du Fonds. Conformément aux lois sur les valeurs mobilières du Canada (Règlement 81-106), si un auditeur n'a pas effectué l'examen des états financiers intermédiaires, ceux-ci doivent être accompagnés d'un avis en faisant état. Les auditeurs indépendants du Fonds n'ont pas effectué l'examen des présents états financiers intermédiaires selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Gestion financière MD inc. détient une participation exclusive ou majoritaire dans ses sept filiales (le groupe de sociétés MD). Elle offre des produits et services financiers, gère la famille de fonds MD et assure la prestation des services-conseils en placement. Pour obtenir une liste détaillée du groupe de sociétés MD, veuillez consulter notre site à l'adresse md.ca.

Les placements dans les fonds communs peuvent être assortis de commissions, de commissions de suivi ainsi que de frais de gestion et d'autres frais. Le taux de rendement n'est utilisé que pour illustrer les effets du taux de croissance composé, et il ne vise pas à refléter les valeurs futures du fonds commun de placement ni le rendement des placements dans ce fonds. Les données de rendement standard sont établies en supposant que les distributions sont réinvesties et sans tenir compte des frais de vente, de rachat ou de distribution ni des autres frais facultatifs payables par un porteur de titres qui sont susceptibles de réduire les rendements. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis. Leur valeur fluctue régulièrement et le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Il importe de lire le prospectus avant d'effectuer des placements. Pour obtenir un exemplaire du prospectus, veuillez communiquer avec votre conseiller MD ou avec le Centre de courtage MD au 1-800-267-2332.

Fonds collectifs GPPMD

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction reconnaît être responsable de la préparation et de la présentation des états financiers du Fonds collectif d'obligations à court terme GPPMD, du Fonds collectif de dividendes GPPMD, du Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD, du Fonds collectif d'actions américaines GPPMD, du Fonds collectif d'actions internationales GPPMD, du Fonds collectif d'obligations GPPMD, du Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD, du Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD, du Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD, Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD, Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD et du Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD (collectivement, les « Fonds »).

En sa qualité de fiduciaire, le conseil d'administration de Gestion financière MD inc. a aussi approuvé ces états financiers. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière. Lorsqu'il existait d'autres méthodes comptables applicables, la direction a choisi celles qu'elle juge les plus appropriées dans les circonstances. Dans les cas requis, la direction a formulé ses jugements et estimations de façon raisonnable pour garantir que les états financiers sont fidèles dans tous leurs aspects significatifs. La direction applique aussi des contrôles internes rigoureux pour donner l'assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable et exacte, que les actifs des fonds sont comptabilisés et préservés correctement et que les exigences de conformité découlant de la législation sur les sociétés, de la réglementation en valeurs mobilières et des codes internes de conduite des affaires sont strictement respectées.

Il incombe au conseil d'administration de Gestion financière MD inc. de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière ainsi que d'examiner et d'approuver les états financiers susmentionnés.

Le conseil d'administration rencontre régulièrement la direction et les auditeurs externes pour discuter des contrôles internes, des questions de comptabilité et d'audit et des questions de présentation de l'information financière afin de s'assurer que chaque partie s'est bien acquittée de ses responsabilités. Le conseil d'administration examine les états financiers semestriels non audités et les états financiers annuels audités, y compris le rapport des auditeurs externes afférent. Le conseil d'administration s'appuie sur ses conclusions lors de l'approbation finale de la publication des états financiers. Il incombe également au conseil d'administration d'examiner annuellement la nomination des auditeurs externes.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. est l'auditeur externe des fonds et n'a pas effectué l'examen des présents états financiers intermédiaires. L'auditeur des fonds n'a pas examiné ces états financiers intermédiaires.

Signé au nom de Gestion financière MD inc. en sa qualité de fiduciaire du Fonds collectif d'obligations à court terme GPPMD, du Fonds collectif de dividendes GPPMD, du Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD, du Fonds collectif d'actions américaines GPPMD, du Fonds collectif d'actions internationales GPPMD, du Fonds collectif d'obligations GPPMD, du Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD, du Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD, du Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD, du Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD, Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD et du Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD.



Pamela Allen
Présidente et cheffe de la direction
Gestion financière MD inc.



Roman Cherkashyn
Chef des finances
Gestion financière MD inc.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

États financiers

États de la situation financière (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour les parts en circulation et les montants par part)

	30 juin 2025	31 décembre 2024
Actif		
Placements (notes 3, 8 et 9)	4 879 112 \$	4 542 830 \$
Trésorerie	101 375	127 895
Dividendes et intérêts à recevoir	46 630	35 550
Instruments financiers dérivés (note 3)	647	8 281
À recevoir sur les opérations de placement	20 635	1 299
Souscriptions à recevoir	2 257	808
	5 050 656	4 716 663
Passif		
Charges à payer (note 4)	–	508
Montant à payer sur les opérations de placement	6 993	3 159
Distributions à verser	1	–
Rachats à payer	1 121	870
Instruments financiers dérivés (note 3)	3 035	13 357
	11 150	17 894
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par série		
Série A	5 039 506 \$	4 698 769 \$
Nombre de parts rachetables en circulation (voir « Notes propres au Fonds »)		
Série A	192 272 031	195 115 832
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part, par série		
Série A	26,21 \$	24,08 \$

États du résultat global (non audité)

Pour les périodes closes les 30 juin (en milliers de dollars, sauf pour les montants par part)

	2025	2024
Revenus		
Gain (perte) net(te) sur les placements		
Dividendes	108 157 \$	85 933 \$
Intérêts à distribuer	1 647	3 483
Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur la vente de placements	182 288	144 027
Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements	232 448	137 369
Gain (perte) net(te) sur les placements	524 540	370 812
Gain (perte) net(te) sur les instruments financiers dérivés		
Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments financiers dérivés	(15 355)	(36 090)
Variation de la plus-value (moins-value) latente des instruments financiers dérivés	2 688	(16 417)
Gain (perte) net(te) sur les instruments financiers dérivés	(12 667)	(52 507)
Autres revenus		
Gain (perte) de change sur la trésorerie	217	884
Prêt de valeurs mobilières (voir « Notes propres au Fonds »)	315	410
Autres	3	27
Total des autres revenus	535	1 321
Total des revenus (pertes)	512 408	319 626
Charges		
Frais de dépôt réglementaire	167	52
Frais supplémentaires de conseils en placement (note 4)	5 392	4 991
Honoraires d'audit	4	4
Frais de garde	450	338
Frais de communication de l'information aux porteurs de parts	6	8
Frais d'administration (note 4)	102	97
Frais du Comité d'examen indépendant (CEI)	1	1
Charge d'intérêts	1	6
Impôt déduit à la source sur le revenu étranger	12 131	9 765
Coûts de transactions (note 5)	2 804	1 039
Total des charges	21 058	16 301
Charges d'exploitation assumées par le gestionnaire du Fonds (note 4)	(730)	(500)
Charges, montant net	20 328	15 801
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par série		
Série A	492 080 \$	303 825 \$
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part, par série		
Série A	2,54 \$	1,63 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

États financiers

États de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (non audité)

Pour les périodes closes les 30 juin (en milliers de dollars)

	2025	2024
SÉRIE A		
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, à l'ouverture de la période	4 698 769 \$	4 440 164 \$
Ajouter (déduire) les variations de la période :		
Exploitation		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	492 080	303 825
Transactions sur parts rachetables		
Produit de l'émission de titres	279 765	658 507
Paieement au rachat	(425 505)	(905 355)
Distributions réinvesties	69 795	13 826
	(75 945)	(233 022)
Distributions		
Revenu net de placement	(75 398)	(67 433)
	(75 398)	(67 433)
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, à la clôture de la période	5 039 506 \$	4 443 534 \$

Tableaux des flux de trésorerie (non audité)

Pour les périodes closes les 30 juin (en milliers de dollars)

	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	492 080 \$	303 825 \$
Ajustements pour :		
Produit de la vente de placements	1 206 514	879 066
Achat de placements	(1 143 562)	(675 019)
(Gain) perte de change latent(e) sur la trésorerie	(28)	26
(Gain) perte net(te) réalisé(e) sur la vente de placements	(182 288)	(144 027)
Variation de la (plus-value) moins-value latente des placements	(232 448)	(137 369)
Variation de la (plus-value) moins-value latente des instruments financiers dérivés	(2 688)	16 417
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(11 588)	(4 630)
Trésorerie nette liée aux activités d'exploitation	125 992	238 289
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission de parts rachetables	278 316	656 570
Distributions aux porteurs de parts rachetables, déduction faite des distributions réinvesties	(5 602)	(970)
Montant payé au rachat de parts rachetables	(425 254)	(904 758)
Trésorerie nette liée aux activités de financement	(152 540)	(249 158)
Gain (perte) de change latent(e) sur la trésorerie	28	(26)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie au cours de la période	(26 520)	(10 895)
Trésorerie, à l'ouverture de la période	127 895	117 983
Trésorerie, à la clôture de la période	101 375 \$	107 088 \$
Intérêts reçus	2 891	3 111
Dividendes reçus, déduction faite des retenues d'impôt	83 702	71 516

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
ACTIONS CANADIENNES			
Consommation discrétionnaire (0,5 %)			
Magna International Inc.	507 275	28 103	26 671
Total – Consommation discrétionnaire		28 103	26 671
Produits industriels (0,4 %)			
CAE inc.	296 155	8 003	11 819
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	65 529	9 581	9 298
Total – Produits industriels		17 584	21 117
Total – Actions canadiennes (0,9 %)		45 687	47 788
ACTIONS ÉTRANGÈRES			
Australie (1,6 %)			
BHP Group Limited	109 029	3 579	3 568
Brambles Limited	182 393	2 070	3 829
Cochlear Limited	50 600	6 864	13 625
Computershare Limited	110 247	4 064	3 942
CSL Limited	119 500	17 381	25 650
Insurance Australia Group Limited	508 840	4 053	4 118
Northern Star Resources, Ltd.	192 220	3 521	3 238
Origin Energy Limited	382 038	3 622	3 695
Pro Medicus Limited	14 936	3 193	3 817
Qantas Airways Limited	202 439	1 842	1 949
REA Group Limited	14 232	3 035	3 068
Scentre Group Limited	1 111 849	3 586	3 558
Vicinity Centres	1 005 154	2 254	2 234
Total – Australie		59 064	76 291
Autriche (0,5 %)			
Erste Group Bank AG	188 023	8 262	21 762
Verbund AG, cat. A	18 206	1 929	1 904
Total – Autriche		10 191	23 666
Belgique (0,3 %)			
Ageas SA/NV	40 289	2 869	3 704
D'Ieteren SA	5 865	1 602	1 715
Syensqo SA	89 433	9 168	9 422
Total – Belgique		13 639	14 841
Bermudes (0,5 %)			
Everest Group, Ltd.	15 596	4 237	7 218
Jardine Matheson Holdings Limited	296 429	21 905	19 405
Total – Bermudes		26 142	26 623
Brésil (0,5 %)			
Ambev SA	2 147 737	6 944	7 170
Banco Bradesco SA, CAAE	1 216 135	7 338	5 117
Banco do Brasil SA	1 485 647	10 357	8 226
Petróleo Brasileiro S.A., CAAE parrainé	203 004	2 400	3 458
Total – Brésil		27 039	23 971
Îles Caïmans (1,0 %)			
Alibaba Group Holding Limited	1 479 427	20 589	28 590
Baidu, Inc., CAAE parrainé	37 205	7 334	4 345

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
CK Asset Holdings Limited	498 677	3 827	2 998
Futu Holdings Limited, CAAE	12 523	2 094	2 108
Grab Holdings Limited, cat. A	596 646	3 902	4 087
Sea Limited, CAAE	19 198	4 134	4 181
SITC International Holdings Company Limited	352 471	1 287	1 541
WH Group Limited	2 189 534	2 852	2 871
Total – Îles Caimans		46 019	50 721
Chili (0,1 %)			
Sociedad Química y Minera de Chile S.A., CAAE parrainé	62 993	3 703	3 025
Total – Chili		3 703	3 025
Chine (1,0 %)			
BYD Company Limited, cat H	480 000	5 951	10 230
China Life Insurance Company Limited, cat. H	999 000	2 872	3 274
China Merchants Bank Co., Ltd., cat. H	918 835	5 334	8 757
Haier Smart Home Co., Ltd., cat. H	3 444 787	14 172	13 449
Travelsky Technology Limited, cat. H	2 974 000	6 714	5 419
Weichai Power Co., Ltd, cat. H	2 767 409	5 881	7 667
Total – Chine		40 924	48 796
Colombie (0,2 %)			
Ecopetrol SA, CAAE	225 309	3 585	2 715
Grupo Cibest SA ADR	150 406	7 323	9 461
Total – Colombie		10 908	12 176
Danemark (1,9 %)			
A.P. Moller – Mærsk A/S, cat. B	1 498	3 811	3 803
Coloplast A/S, série B	165 600	19 915	21 462
Danske Bank A/S	655 532	27 652	36 395
Genmab AS	13 070	3 909	3 683
Novo Nordisk A/S, cat. B	271 600	8 971	25 807
Pandora A/S	15 049	2 272	3 597
Vestas Wind Systems A/S	162 116	3 632	3 317
Total – Danemark		70 162	98 064
Finlande (1,6 %)			
Elisa OYJ, série A	38 130	2 763	2 892
KONE Oyj, série B	338 600	20 568	30 367
Nokia OYJ, CAAE parrainé	1 956 527	10 831	13 801
Nordea Bank Abp	1 209 225	14 766	24 515
Orion OYJ, série B	27 083	1 523	2 776
Sampo OYJ, série A	279 102	3 700	4 090
Wartsila Oyj Abp	121 179	3 689	3 900
Total – Finlande		57 840	82 341
France (11,7 %)			
Accor SA	174 479	9 098	12 430
Aéroports de Paris SA	10 099	1 700	1 726
Air Liquide SA	200 436	26 257	56 375
Amundi SA	134 660	13 415	14 865
Arkema SA	268 207	30 207	26 962
AXA SA	434 099	16 147	29 055
BNP Paribas SA	215 390	25 875	26 418

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Bouygues SA	51 107	3 054	3 150
Bureau Veritas SA	79 331	3 196	3 727
Capgemini SE	40 425	7 246	9 422
Compagnie Générale des Établissements Michelin	765 314	39 503	38 778
Crédit Agricole SA	162 165	2 816	4 184
Dassault Systèmes SE	467 100	24 425	23 056
Eiffage SA	18 642	3 447	3 570
Engie SA	128 924	3 369	4 134
FDJ United	26 412	1 563	1 412
Hermes International	8 100	17 700	29 925
Ipsen SA	10 042	1 607	1 630
Klépierre SA	57 397	2 435	3 097
L'Oréal SA	90 768	31 466	52 925
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE	54 596	25 189	38 991
Orange SA	178 315	2 747	3 707
Rexel SA	916 152	30 329	38 499
Safran SA	88 792	15 815	39 379
Sanofi	186 447	26 780	24 566
Schneider Electric SE	92 621	24 358	33 633
Teleperformance SE	245 001	42 385	32 395
TotalEnergies SE	278 000	16 548	23 285
Veolia Environnement SA	78 414	3 684	3 809
VINCI SA	18 413	3 590	3 701
Total – France		455 951	588 806
Allemagne (8,4 %)			
adidas AG	52 800	11 233	16 760
BASF SE	696 064	44 774	46 753
Bayer AG, actions nominatives	510 376	22 223	20 899
Commerzbank AG	91 004	1 328	3 910
Continental AG	361 973	38 222	43 013
CTS Eventim AG & Co. KGaA	17 212	2 776	2 919
Daimler Truck Holding AG	699 074	35 351	45 057
Deutsche Lufthansa AG, actions nominatives	163 455	1 752	1 882
Deutsche Telekom AG, actions nominatives	80 356	2 657	4 006
Evonik Industries AG	452 556	12 528	12 704
Fresenius Medical Care AG & Co. KGaA	401 617	20 667	31 357
GEA Group AG	40 417	2 782	3 850
Heidelberg Materials AG	12 881	1 548	4 121
Infineon Technologies AG	547 400	25 844	31 718
Mercedes-Benz Group AG, actions nominatives	187 309	17 017	14 924
Merck KGaA	174 832	35 850	30 831
MTU Aero Engines AG	22 608	6 160	13 691
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG, actions nominatives	4 391	2 219	3 878
Rheinmetall AG	1 325	3 630	3 817
SAP SE	154 930	25 392	64 176
Scout24 SE	20 318	2 841	3 816
Siemens Energy AG	27 782	3 842	4 372
Siemens Healthineers AG	130 489	9 662	9 857
Talanx AG	17 801	1 711	3 139
Vonovia SE	53 473	3 329	2 565
Total – Allemagne		335 338	424 015

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Hong Kong (2,0 %)			
AIA Group Limited	4 520 711	50 053	55 360
China Overseas Land & Investment Ltd.	4 883 105	10 950	11 553
Galaxy Entertainment Group Limited	5 292 125	28 296	32 067
Techtronic Industries Company Limited	274 766	4 164	4 122
Total – Hong Kong		93 463	103 102
Inde (0,8 %)			
HDFC Bank Limited, CAAE	285 324	21 328	29 789
ICICI Bank Limited, CAAE	267 674	3 492	12 262
Total – Inde		24 820	42 051
Indonésie (0,2 %)			
PT Bank Rakyat Indonesia (Persero) Tbk	32 607 300	13 197	10 269
Total – Indonésie		13 197	10 269
Irlande (1,8 %)			
Accenture PLC, cat. A	32 180	12 211	13 098
AIB Group PLC	422 869	4 533	4 737
Bank of Ireland Group Plc	2 252 027	33 998	43 762
Icon Public Limited Company	35 763	6 668	7 084
Medtronic Public Limited Company	175 741	19 589	20 861
Total – Irlande		76 999	89 542
Île de Man (0,3 %)			
Entain PLC	796 019	11 405	13 436
Total – Île de Man		11 405	13 436
Israël (1,1 %)			
Bank Hapoalim BM	167 075	3 307	4 370
Bank Leumi Le-Israel BM	177 358	3 416	4 494
Check Point Software Technologies, Ltd.	56 444	8 672	17 006
CyberArk Software Ltd.	30 569	5 970	16 937
monday.com Ltd.	9 107	3 670	3 900
NICE Ltd.	16 688	3 916	3 851
Wix.com Ltd.	13 356	2 810	2 882
Total – Israël		31 761	53 440
Italie (2,2 %)			
Assicurazioni Generali SPA	84 076	2 278	4 075
Banco BPM SPA	309 832	4 924	4 928
BPER Banca SPA	271 507	3 245	3 362
Enel SPA	2 634 321	26 649	34 047
Intesa Sanpaolo S.p.A.	597 601	3 421	4 691
Leonardo SPA	228 272	2 212	17 529
Moncler S.p.A.	44 830	3 580	3 486
Poste Italiane SPA	123 448	2 857	3 613
Prysmian SPA	124 460	3 961	11 952
Recordati Industria Chimica e Farmaceutica S.p.A.	212 400	14 654	18 198
UniCredit SPA	51 907	1 845	4 741
Unipol Assicurazioni SPA	97 889	2 105	2 643
Total – Italie		71 731	113 265

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Japon (15,1 %)			
Advantest Corporation	51 592	4 692	5 204
Asahi Intecc Co., Ltd.	510 700	12 016	10 995
ASICS Corporation	121 449	2 974	4 225
Bandai Namco Holdings Inc.	83 749	3 876	4 083
Bridgestone Corp.	264 558	13 870	14 712
Canon Inc.	98 690	3 980	3 893
Capcom Co., Ltd.	85 786	2 161	3 988
Chugai Pharmaceutical Co., Ltd.	51 543	2 516	3 669
Dai Nippon Printing Co., Ltd.	104 668	1 575	2 160
Daifuku Co., Ltd.	90 474	3 188	3 185
Daikin Industries, Ltd.	338 085	48 790	54 389
Daiwa House Industry Co., Ltd.	79 100	3 088	3 711
DENSO Corporation	421 900	6 107	7 748
Dentsu Group Inc.	53 855	1 595	1 627
Fuji Electric Co., Ltd.	35 778	2 168	2 237
Fujikura, Ltd.	62 374	3 987	4 463
Fukuoka Financial Group, Inc.	273 978	9 933	9 936
Hitachi, Ltd.	434 300	3 820	17 132
Hoshizaki Corporation	30 801	1 506	1 449
Hoya Corporation	252 510	38 259	40 821
Idemitsu Kosan Co., Ltd.	241 979	1 642	1 994
Iida Group Holdings Co., Ltd.	339 037	6 692	6 498
Japan Airlines Co., Ltd.	40 401	1 081	1 121
Kawasaki Kisen Kaisha, Ltd.	105 373	1 663	2 026
Keyence Corporation	98 933	33 131	54 096
Komatsu, Ltd.	615 617	23 824	27 440
Lasertec Corporation	20 382	3 069	3 740
MatsukiyoCocokara & Co.	92 088	2 483	2 584
Minebea Mitsumi Inc.	1 244 506	31 014	24 780
MISUMI Group Inc.	663 700	18 256	12 061
Mitsubishi Chemical Group Corporation	368 433	2 651	2 630
MonotaRO Co., Ltd.	69 528	1 691	1 869
MS&AD Insurance Group Holdings, Inc.	132 620	2 704	4 028
Murata Manufacturing Co., Ltd.	1 346 200	30 214	27 116
Nippon Building Fund Inc.	2 033	2 536	2 554
Nippon Sanso Holdings Corporation	516 689	18 046	26 605
Nippon Steel Corporation	138 226	3 264	3 572
Nippon Yusen Kabushiki Kaisha	74 376	2 219	3 636
Nitto Denko Corp.	147 425	3 645	3 872
Nomura Research Institute, Ltd.	233 100	12 926	12 755
OBIC Co., Ltd.	517 500	19 911	27 459
Olympus Corporation	1 788 574	35 560	28 900
Oracle Corporation Japan	10 099	828	1 641
Otsuka Holdings Co., Ltd.	55 099	3 886	3 715
Recruit Holdings Co., Ltd.	50 845	4 726	4 077
Resona Holdings, Inc.	1 413 657	13 005	17 669
Ricoh Co., Ltd.	146 134	1 835	1 879
SCREEN Holdings Co., Ltd.	20 818	2 801	2 302
Shimadzu Corporation	314 000	13 088	10 605
Shin-Etsu Chemical Co., Ltd.	558 100	11 746	25 044
Shionogi & Co., Ltd.	152 356	3 377	3 744

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
SMC Corporation	36 700	14 399	17 998
SUMCO Corporation	788 800	13 333	8 413
Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc.	216 441	5 330	7 389
Sumitomo Realty & Development Co., Ltd.	64 919	3 622	3 408
Suntory Beverage & Food Limited	677 814	31 594	29 546
Suzuki Motor Corporation	221 702	3 604	3 637
Systemex Corporation	800 600	22 576	18 971
T&D Holdings, Inc.	300 037	6 665	8 937
Takeda Pharmaceutical Company Limited	427 818	16 715	17 984
TDK Corporation	2 109 360	34 665	33 596
Terumo Corporation	1 067 856	25 191	26 691
Tokyo Gas Co., Ltd.	85 166	3 894	3 856
Toray Industries, Inc.	2 249 282	16 276	20 921
Trend Micro Incorporated	34 192	3 636	3 216
Yokogawa Electric Corporation	58 221	2 050	2 113
ZOZO, Inc.	112 153	1 487	1 649
Total – Japon		688 652	759 964
Jersey (0,6 %)			
Experian PLC	417 200	14 573	29 268
Total – Jersey		14 573	29 268
Luxembourg (0,9 %)			
ArcelorMittal SA	689 659	20 862	29 684
Eurofins Scientific SE	126 887	9 804	12 313
InPost SA	62 982	1 359	1 425
Tenaris SA	101 146	2 750	2 573
Total – Luxembourg		34 775	45 995
Mexique (0,2 %)			
Grupo Financiero Banorte, S.A.B. de C.V., cat. O	826 900	5 382	10 333
Total – Mexique		5 382	10 333
Pays-Bas (6,8 %)			
ABN AMRO Bank NV CVA	113 708	4 100	4 240
Adyen N.V.	5 097	10 694	12 744
ASM International N.V.	4 763	3 873	4 153
ASML Holding NV	79 927	40 895	87 143
EXOR NV	24 177	3 747	3 320
Ferrari NV	37 700	13 245	25 171
Heineken NV	52 385	6 710	6 246
IMCD NV	67 330	12 373	12 339
ING Groep NV	1 842 102	37 786	55 048
JDE Peet's NV	47 238	1 731	1 838
Koninklijke Ahold Delhaize NV	68 858	2 626	3 920
Koninklijke KPN NV	559 638	2 620	3 720
Koninklijke Philips NV	457 001	17 258	14 941
NN Group NV	44 525	2 879	4 030
Prosus NV	50 249	3 681	3 833
Qiagen NV	55 675	3 547	3 650
Randstad NV	418 730	26 466	26 335
Universal Music Group NV	1 043 284	40 178	46 103
Wolters Kluwer NV	105 300	21 363	23 979
Total – Pays-Bas		255 772	342 753

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Nouvelle-Zélande (0,1 %)			
Fisher & Paykel Healthcare Corporation Limited	119 878	3 635	3 588
Total – Nouvelle-Zélande		3 635	3 588
Norvège (1,7 %)			
Aker BP ASA	68 973	2 664	2 396
DNB Bank ASA	408 041	10 746	15 375
Equinor ASA	1 102 995	43 314	37 924
Equinor ASA, CAAE	232 001	6 145	7 942
Kongsberg Gruppen ASA	78 243	2 223	4 133
Mowi ASA	123 140	3 123	3 240
Norsk Hydro ASA	1 298 673	7 920	10 079
Orkla ASA	195 659	2 286	2 896
Total – Norvège		78 421	83 985
Panama (0,2 %)			
Carnival Corporation	294 102	7 010	11 262
Total – Panama		7 010	11 262
Portugal (0,1 %)			
Jeronimo Martins, SGPS, SA	78 125	2 608	2 694
Total – Portugal		2 608	2 694
Singapour (0,9 %)			
CapitaLand Ascendas REIT	8 168 991	23 656	23 454
DBS Group Holdings Limited	259 190	4 944	12 480
Genting Singapore Limited	1 574 322	1 192	1 206
Singapore Airlines Limited	410 579	2 466	3 067
Singapore Technologies Engineering Limited	408 668	1 482	3 410
Yangzijiang Shipbuilding Holdings Limited	633 359	1 544	1 507
Total – Singapour		35 284	45 124
Corée du Sud (0,9 %)			
Samsung Electronics Co., Ltd.	618 357	33 300	37 332
Shinhan Financial Group Co., Ltd.	170 048	10 582	10 534
Total – Corée du Sud		43 882	47 866
Espagne (3,0 %)			
Acciona S.A.	6 309	1 448	1 547
Aena SME SA	124 620	3 370	4 530
Amadeus IT Group, SA	488 687	40 675	56 298
Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, SA	227 657	4 672	4 768
Banco de Sabadell, SA	977 166	4 290	4 237
Banco Santander SA	402 724	4 391	4 540
CaixaBank, SA	971 696	8 942	11 464
Endesa SA	84 159	3 561	3 630
Grifols, SA	70 905	1 159	1 177
Industria de Diseño Textil, SA	823 294	35 258	58 421
Total – Espagne		107 766	150 612
Suède (1,2 %)			
Alfa Laval AB	62 819	3 569	3 603
Atlas Copco AB, cat. A	554 492	5 951	12 232
Atlas Copco AB, cat. B	1 248 300	20 061	24 220

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Evolution AB	35 994	4 815	3 898
Securitas AB, série B	134 815	2 630	2 747
Skanska AB, série B	90 335	2 930	2 865
Swedbank AB, série A	101 397	3 562	3 659
Swedish Orphan Biovitrum AB	54 263	2 178	2 255
Tele2 AB, série B	148 925	2 984	2 964
Telefonaktiebolaget LM Ericsson, série B	382 404	4 379	4 463
Total – Suède		53 059	62 906
Suisse (7,8 %)			
ABB Ltd., actions nominatives	213 035	14 811	17 343
Alcon Inc.	141 700	11 657	17 132
Amrize Ltd.	24 006	1 864	1 631
Avolta	24 245	1 729	1 797
Chocoladefabriken Lindt & Spruengli AG, actions nominatives	16	2 182	3 630
Coca-Cola HBC AG DI	52 422	3 762	3 706
Compagnie Financière Richemont SA, série A, actions nominatives	56 620	12 244	14 582
Galderma Group AG	98 335	13 467	19 508
Holcim AG	24 006	2 188	2 437
Julius Baer Group Ltd.	396 399	30 975	36 424
Kuehne + Nagel International AG, actions nominatives	12 109	3 956	3 581
Logitech International S.A., actions nominatives	31 000	3 713	3 815
Lonza Group AG, actions nominatives	43 405	33 787	42 232
Nestlé S.A., actions nominatives	218 830	31 115	29 597
Novartis AG, actions nominatives	26 315	3 174	4 335
Novartis AG, CAAE parrainé	53 025	5 935	8 738
Partners Group Holding AG	8 990	13 540	16 051
Roche Holding AG, sans droit de vote	140 642	52 530	62 610
Schindler Holding AG, certificat de participation	32 572	10 849	16 521
SGS SA	153 800	17 964	21 300
Sika AG, actions nominatives	43 060	10 649	15 912
Swiss Re AG	18 046	4 093	4 264
UBS Group AG, actions nominatives	653 512	24 560	30 238
VAT Group AG	31 300	7 585	18 047
Total – Suisse		318 329	395 431
Taiïwan (2,5 %)			
ASE Technology Holding Co., Ltd.	1 396 401	4 775	9 527
Hon Hai Precision Industry Co., Ltd.	838 480	3 299	6 260
MediaTek Inc.	225 000	7 426	13 045
Taiwan Semiconductor Manufacturing Company Limited	505 000	6 441	24 830
Taiwan Semiconductor Manufacturing Company Limited, CAAE parrainé	235 000	20 154	72 479
Total – Taiïwan		42 095	126 141
Royaume-Uni (13,9 %)			
3I Group PLC	57 175	1 275	4 404
Ashtead Group PLC	141 890	11 840	12 386
Associated British Foods PLC	88 292	3 364	3 397
AstraZeneca PLC	154 850	28 028	29 407
Auto Trader Group PLC	235 613	2 427	3 634
BAE Systems PLC	870 810	16 393	30 700
Barclays PLC	6 989 995	21 670	44 087
Centrica PLC	1 252 765	3 098	3 784

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

(en milliers de dollars, sauf pour le nombre d'actions)

	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Compass Group PLC	722 800	19 871	33 337
Diageo PLC	748 776	39 025	25 648
Diploma PLC	203 258	10 156	18 575
Evraz plc	285 858	2 012	–
GSK PLC	1 043 802	29 463	27 096
Haleon PLC	2 203 285	14 565	15 437
Halma plc	421 988	18 938	25 247
HSBC Holdings PLC	2 164 368	24 920	35 683
InterContinental Hotels Group PLC	86 360	7 056	13 428
Intertek Group PLC	274 761	21 893	24 351
J Sainsbury PLC	6 350 236	31 355	34 400
JD Sports Fashion PLC	783 377	1 079	1 298
Kingfisher PLC	494 685	2 488	2 692
Lloyds Banking Group PLC	2 839 259	3 991	4 072
London Stock Exchange Group PLC	124 420	17 854	24 757
Marks and Spencer Group PLC	554 094	3 750	3 671
Melrose Industries PLC	953 466	8 092	9 464
National Grid PLC	963 100	19 083	19 176
NatWest Group PLC	1 174 318	8 198	11 228
NEXT PLC	18 087	2 201	4 208
Reckitt Benckiser Group PLC	490 473	37 783	45 435
RELX PLC	488 725	16 293	36 063
Rio Tinto PLC, CAAE parrainé	78 415	5 240	6 229
Rolls-Royce Holdings PLC	221 017	3 633	3 999
Shell PLC	921 255	40 691	44 044
Smith & Nephew PLC	184 102	3 610	3 831
Smiths Group PLC	87 924	2 560	3 692
Standard Chartered PLC	550 984	8 855	12 434
Tesco PLC	2 614 494	14 570	19 612
The Sage Group PLC	1 283 301	26 071	30 034
Unilever PLC	379 883	28 932	31 541
Total – Royaume-Uni		562 323	702 481
États-Unis (0,2 %)			
Yum China Holdings, Inc.	130 150	6 911	7 949
Total – États-Unis		6 911	7 949
Fonds négociés en bourse (2,1 %)			
iShares Core MSCI EAFE ETF	919 525	101 846	104 531
Total – Fonds négociés en bourse		101 846	104 531
Total – Actions étrangères (95,9 %)		3 842 619	4 831 324
Total – Placements (96,8 %)		3 888 306	4 879 112
Trésorerie et autres éléments d'actif (3,2 %)			160 394
Actif net total attribuable aux porteurs de parts rachetables (100,0 %)			5 039 506

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Inventaire du portefeuille au 30 juin 2025 (non audité)

Liste des instruments dérivés

(en milliers de dollars)

CONTRATS DE CHANGE À TERME

Contrats	Payer	Recevoir	Taux	Date d'échéance	Juste valeur (\$)	Contrepartie	Notation de la contrepartie*
1	134 597 Dollar américain	183 231 Dollar canadien	1,361	2025-09-17	647	Banque Canadienne Impériale de Commerce	A+
					647		
1	179 304 Dollar canadien	18 869 730 Yen japonais	105,239	2025-09-17	(26)	La Banque Toronto-Dominion	A+
1	59 635 Franc suisse	99 922 Dollar canadien	1,676	2025-09-17	(3 009)	Banque Royale du Canada	AA-
					(3 035)		
Total – Contrats de change à terme					(2 388)		

* Source : Agence de notation Standard & Poor's.

Les pourcentages entre parenthèses indiquent la proportion des placements à leur juste valeur par rapport à l'actif net du Fonds.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Notes propres au Fonds (non audité)

(en milliers de dollars)

Instruments financiers

Le Fonds collectif d'actions internationales GPPMD (le « Fonds ») investit dans un portefeuille diversifié de titres de capitaux propres mondiaux ainsi que dans des contrats dérivés, comme l'indique l'inventaire du portefeuille. Ces placements exposent le Fonds aux risques liés aux instruments financiers. L'exposition et la sensibilité du Fonds à ces risques figurent ci-après. Une description de ces risques et de la manière dont le Fonds les gère est fournie à la note 8 des notes annexes.

Risque de crédit

L'exposition du Fonds au risque de crédit se rapporte surtout aux placements dans des actions privilégiées et des instruments dérivés. La valeur comptable des actions privilégiées figurant dans l'inventaire du portefeuille de même que la trésorerie figurant dans les états de la situation financière constituent l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit. La valeur comptable des instruments financiers dérivés inscrits à l'actif dans les états de la situation financière constitue l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit découlant des instruments dérivés.

Au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024, le Fonds avait investi dans des actions privilégiées assorties des notations suivantes :

Notation	% de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables au 30 juin 2025	% de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables au 31 décembre 2024
Actions privilégiées		
Pfd-2	–	0,2 %
Pas de notation	–	0,1 %
Total	–	0,3 %

Toutes les notations ont été attribuées par des agences de notation externes comme Dominion Bond Rating Service, Standard & Poor's et Moody's.

Risque de change

L'exposition aux devises au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024 est présentée dans le tableau ci-après.

Devises	Trésorerie et autres éléments de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	Placements à leur juste valeur	Exposition aux dérivés	Exposition nette aux devises	% de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables
30 juin 2025					
Dollar américain	64 304 \$	440 592 \$	(171 746) \$	333 150 \$	6,6 %
Euro	22 501	1 888 910	(10 574)	1 900 837	37,7 %
Dollar australien	175	76 291	–	76 466	1,5 %
Réal brésilien	126	15 396	–	15 522	0,3 %
Couronne danoise	2 295	98 064	–	100 359	2,0 %
Dollar de Hong Kong	1 213	195 847	165	197 225	3,9 %
Roupie indonésienne	–	10 269	–	10 269	0,2 %
Shekel israélien	–	12 715	–	12 715	0,3 %
Yen japonais	3 215	759 964	178 109	941 288	18,7 %
Peso mexicain	–	10 333	–	10 333	0,2 %
Nouveau dollar taïwanais	428	53 662	–	54 090	1,1 %

Devises	Trésorerie et autres éléments de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	Placements à leur juste valeur	Exposition aux dérivés	Exposition nette aux devises	% de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables
Dollar néo-zélandais	24	3 588	–	3 612	0,1 %
Couronne norvégienne	–	76 043	–	76 043	1,5 %
Livre sterling	2 398	657 044	–	659 442	13,1 %
Dollar de Singapour	519	45 124	(519)	45 124	0,9 %
Won sud-coréen	3 028	47 866	–	50 894	1,0 %
Couronne suédoise	46	83 300	–	83 346	1,7 %
Franc suisse	24 656	382 987	(102 932)	304 711	6,0 %
Total	124 928 \$	4 857 995 \$	(107 497) \$	4 875 426 \$	96,8 %
31 décembre 2024					
Dollar américain	79 887 \$	485 966 \$	108 458 \$	674 311 \$	14,4 %
Euro	5 462	1 639 417	(422 891)	1 221 988	26,0 %
Dollar australien	223	76 192	–	76 415	1,6 %
Réal brésilien	627	19 805	88 933	109 365	2,3 %
Couronne danoise	2 103	111 801	–	113 904	2,4 %
Dollar de Hong Kong	614	193 548	(449)	193 713	4,1 %
Forint hongrois	–	7 680	–	7 680	0,2 %
Roupie indienne	–	–	90 222	90 222	1,9 %
Roupie indonésienne	235	8 314	–	8 549	0,2 %
Yen japonais	780	681 742	265 963	948 485	20,2 %
Peso mexicain	–	8 070	–	8 070	0,2 %
Nouveau dollar taïwanais	202	55 653	–	55 855	1,2 %
Dollar néo-zélandais	–	1 139	–	1 139	0,0 %
Couronne norvégienne	–	59 324	–	59 324	1,3 %
Livre sterling	1 219	566 373	(647)	566 945	12,1 %
Dollar de Singapour	49	56 584	–	56 633	1,2 %
Won sud-coréen	(475)	29 331	136	28 992	0,6 %
Couronne suédoise	42	73 187	–	73 229	1,6 %
Franc suisse	20 587	447 661	(140 180)	328 068	7,0 %
Total	111 555 \$	4 521 787 \$	(10 455) \$	4 622 887 \$	98,5 %

Au 30 juin 2025, si le dollar canadien s'était apprécié de 10 % par rapport aux devises, l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds aurait pu diminuer d'environ 487 543 \$, ou 9,7 % de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (462 289 \$, ou 9,8 % au 31 décembre 2024). À l'inverse, si le dollar canadien s'était déprécié de 10 % par rapport aux devises, l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds aurait pu augmenter d'environ 487 543 \$, ou 9,7 % de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables (462 289 \$, ou 9,8 % au 31 décembre 2024). Ces sensibilités sont des estimations. Les résultats réels peuvent être différents, et l'écart pourrait être significatif.

Risque de taux d'intérêt

La plupart des actifs financiers du Fonds ne portent pas intérêt. Les actifs portant intérêt détenus par le Fonds viennent à échéance dans moins d'un an. Par conséquent, l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt n'est pas significative.

Risque de liquidité

Tous les passifs financiers du Fonds sont exigibles d'ici un an. Les parts rachetables sont rachetables à vue au gré du porteur; cependant, le Fonds ne

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Notes propres au Fonds (non audité)

(en milliers de dollars)

s'attend pas à ce que l'échéance contractuelle soit représentative des sorties de fonds réelles, puisque les porteurs de ces instruments les conservent généralement plus longtemps.

Autre risque de prix

Au 30 juin 2025, 96,8 % (96,7 % au 31 décembre 2024) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds était investi dans des titres de capitaux propres négociés sur des marchés actifs. Si le cours des titres négociés sur ces marchés diminuait de 10 %, tous les autres facteurs demeurant constants, l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables pourrait baisser d'environ 487 911 \$ (454 283 \$ au 31 décembre 2024). À l'inverse, si le cours augmentait de 10 %, l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables pourrait s'accroître d'environ 487 911 \$ (454 283 \$ au 31 décembre 2024). Ces sensibilités sont des estimations. Les résultats réels peuvent être différents, et l'écart pourrait être important.

Risque de concentration

Le risque de concentration découle de la concentration de placements dans une même catégorie. Le tableau qui suit résume le risque de concentration du Fonds, en pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables.

Segment de marché	30 juin 2025	31 décembre 2024
Actions canadiennes		
Consommation discrétionnaire	0,5 %	0,6 %
Produits industriels	0,4 %	0,4 %
Actions étrangères		
Australie	1,6 %	1,6 %
Autriche	0,5 %	0,4 %
Belgique	0,3 %	0,2 %
Bermudes	0,5 %	0,5 %
Brésil	0,5 %	0,6 %
Îles Caimans	1,0 %	0,9 %
Chili	0,1 %	0,1 %
Chine	1,0 %	1,0 %
Colombie	0,2 %	0,2 %
Danemark	1,9 %	2,4 %
Finlande	1,6 %	1,9 %
France	11,7 %	10,5 %
Allemagne	8,4 %	8,6 %
Hong Kong	2,0 %	2,2 %
Hongrie	-	0,2 %
Inde	0,8 %	0,8 %
Indonésie	0,2 %	0,2 %
Irlande	1,8 %	1,6 %
Île de Man	0,3 %	0,2 %
Israël	1,1 %	0,7 %
Italie	2,2 %	2,0 %
Japon	15,1 %	14,5 %
Jersey	0,6 %	0,5 %
Luxembourg	0,9 %	0,8 %
Mexique	0,2 %	0,2 %
Pays-Bas	6,8 %	6,2 %
Nouvelle-Zélande	0,1 %	0,0 %
Norvège	1,7 %	1,4 %

Segment de marché	30 juin 2025	31 décembre 2024
Panama	0,2 %	0,2 %
Portugal	0,1 %	0,1 %
Singapour	0,9 %	1,2 %
Corée du Sud	0,9 %	0,6 %
Espagne	3,0 %	3,1 %
Suède	1,2 %	1,2 %
Suisse	7,8 %	10,0 %
Taiwan	2,5 %	2,3 %
Royaume-Uni	13,9 %	13,3 %
États-Unis	0,2 %	0,2 %
Fonds négociés en bourse	2,1 %	3,1 %
Trésorerie et autres éléments d'actif (de passif)	3,2 %	3,3 %
Total	100,0 %	100,0 %

Hiérarchie de la juste valeur

Voici un sommaire de l'usage par le Fonds des prix cotés sur le marché (niveau 1), des modèles internes basés sur des données d'entrée observables sur le marché (niveau 2) et des modèles internes sans données d'entrée observables sur le marché (niveau 3) dans l'évaluation des titres du Fonds. Les données d'entrée ou les méthodologies servant à l'évaluation des titres n'indiquent pas nécessairement les risques liés à un placement dans ces derniers.

	Prix cotés d'actifs identiques sur les marchés actifs (niveau 1)	Autres données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables sur le marché (niveau 3)	Total
30 juin 2025				
Actions canadiennes	47 788 \$	- \$	- \$	47 788 \$
Actions étrangères	484 360	4 346 964	-	4 831 324
Instruments financiers dérivés – Actif	-	647	-	647
Instruments financiers dérivés – Passif	-	(3 035)	-	(3 035)
Total	532 148 \$	4 344 576 \$	- \$	4 876 724 \$
31 décembre 2024				
Actions canadiennes	51 515 \$	- \$	- \$	51 515 \$
Actions étrangères	4 491 315	-	-	4 491 315
Instruments financiers dérivés – Actif	-	8 281	-	8 281
Instruments financiers dérivés – Passif	-	(13 357)	-	(13 357)
Total	4 542 830 \$	(5 076) \$	- \$	4 537 754 \$

Pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025, des placements en actions d'environ 3 976 070 \$ ont été transférés du niveau 1 au niveau 2. Pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, des placements en actions d'environ 2 048 126 \$ ont été transférés du niveau 2 au niveau 1. Les transferts sont principalement attribuables aux techniques d'évaluation utilisées pour les titres de capitaux propres étrangers, comme il est expliqué dans les notes annexes.

Fonds collectif d'actions internationales GPPMD

Notes propres au Fonds (non audité)

(en milliers de dollars)

Transactions sur parts rachetables

Pour les périodes closes les 30 juin

	2025	2024
SÉRIE A		
En circulation, à l'ouverture de la période	195 115 832	190 294 798
Émises	13 732 819	27 021 301
Rachetées	(16 576 620)	(36 418 485)
En circulation, à la clôture de la période	192 272 031	180 897 614

Prêt de valeurs mobilières

(en milliers de dollars)

	30 juin 2025	31 décembre 2024
Juste valeur des valeurs mobilières prêtées	65 908 \$	10 986 \$
Juste valeur des garanties (hors trésorerie)	69 237 \$	11 574 \$

State Street Bank and Trust Co. est en droit de recevoir des paiements sur le montant brut généré par les opérations de prêt de valeurs mobilières du Fonds et assume tous les coûts d'exploitation directement liés aux prêts de valeurs mobilières, de même que le coût d'indemnisation en cas de défaut des emprunteurs.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du montant brut généré par les opérations de prêt de valeurs mobilières du Fonds avec les revenus tirés des prêts de valeurs mobilières déclarés au poste Prêt de valeurs mobilières dans l'état du résultat global du Fonds.

Pour les périodes closes les 30 juin (en milliers de dollars)	2025	2024
Montant brut généré par les opérations de prêt de valeurs mobilières	397 \$	521 \$
Paiements versés à State Street Bank and Trust Co.	(82) \$	(111) \$
Revenu net sur prêts de valeurs mobilières déclaré dans les états du résultat global	315 \$	410 \$

Placements dans des entités structurées non consolidées

Au 30 juin 2025

Fonds émetteurs	Juste valeur (en milliers de dollars)	% de participation dans les fonds d'entités émettrices
iShares Core MSCI EAFE ETF	104 531	0,1 %

Au 31 décembre 2024

Fonds émetteurs	Juste valeur (en milliers de dollars)	% de participation dans les fonds d'entités émettrices
iShares Core MSCI EAFE ETF	145 886	0,1 %

Montants faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation

(en milliers de dollars)

Dans le cadre normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions-cadres de compensation exécutoires avec les contreparties à ses instruments dérivés.

Le tableau qui suit présente les actifs et les passifs financiers du Fonds faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire. Les tableaux sont présentés par type d'instrument financier.

ACTIFS FINANCIERS

	Actifs bruts	Passifs bruts compensés	Montants nets présentés	Instruments financiers admissibles à la compensation	Nets
30 juin 2025					
Contrats de change à terme	647 \$	- \$	647 \$	- \$	647 \$
Total	647 \$	- \$	647 \$	- \$	647 \$

31 décembre 2024

Contrats de change à terme	9 852 \$	1 571 \$	8 281 \$	- \$	8 281 \$
Total	9 852 \$	1 571 \$	8 281 \$	- \$	8 281 \$

PASSIFS FINANCIERS

	Passifs bruts	Actifs bruts compensés	Montants nets présentés	Instruments financiers admissibles à la compensation	Nets
30 juin 2025					
Contrats de change à terme	3 035 \$	- \$	3 035 \$	- \$	3 035 \$
Total	3 035 \$	- \$	3 035 \$	- \$	3 035 \$

31 décembre 2024

Contrats de change à terme	14 928 \$	1 571 \$	13 357 \$	- \$	13 357 \$
Total	14 928 \$	1 571 \$	13 357 \$	- \$	13 357 \$

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

1. Dénomination et création des Fonds

ÉTABLISSEMENT DES FONDS

Les fonds collectifs GPPMD (individuellement, un « Fonds » et, collectivement, les « Fonds ») sont des fiducies de fonds communs de placement sans personnalité morale constituées sous le régime des lois de la province d'Ontario conformément aux déclarations de fiducie portant les dates suivantes :

	Parts de série A	Parts de série Fiducie privée	Parts de série D	Parts de série I	Parts de série F
Fonds collectif d'obligations à court terme GPPMD	6 décembre 2002				
Fonds collectif d'obligations GPPMD	24 mars 2010				
Fonds collectif de dividendes GPPMD	4 janvier 2007				
Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD	23 janvier 2013				
Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD	16 juin 1999	9 août 2000			
Fonds collectif d'actions américaines GPPMD	6 août 1999	9 août 2000			
Fonds collectif d'actions internationales GPPMD	6 décembre 2002				
Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD	23 janvier 2013				
Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD	11 avril 2014		19 mars 2018	19 mars 2018	19 mars 2018
Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD	20 mars 2017				21 novembre 2017
Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD	20 mars 2017				21 novembre 2017
Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD	20 mars 2017				21 novembre 2017

Avec prise d'effet le 10 février 2025, le Fonds collectif indice composé plafonné S&P/TSX GPPMD a été renommé Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD et le Fonds collectif indice S&P 500 GPPMD a été renommé Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD.

Gestion financière MD inc. (le « gestionnaire ») est le gestionnaire et fiduciaire des Fonds. Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). Le siège social des Fonds est situé au 1870, promenade Alta Vista, Ottawa (Ontario).

Les états financiers du Fonds comprennent les états de la situation financière au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024 ainsi que les états du résultat global, les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables ou d'actions rachetables et les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes closes les 30 juin 2025 et 2024, sauf pour les Fonds établis durant l'une ou l'autre de ces périodes, auquel cas les renseignements fournis font référence à la période allant de la date de création au 30 juin 2025 ou 2024, selon le cas. L'inventaire du portefeuille de chacun des Fonds est établi en date du 30 juin 2025.

La publication des présents états financiers a été autorisée par le gestionnaire le 7 août 2025.

SÉRIES DE PARTS

Tous les fonds collectifs GPPMD offrent des parts de la série Fiducie privée ou de la série A, qui ne peuvent être achetées que par les clients de Conseils en placement privés MD (division d'exploitation de Gestion financière MD inc.) ou de la Société de fiducie privée MD qui ont confié à Conseils en placement privés MD la gestion discrétionnaire de leur portefeuille et qui sont conseillés par elle ou qui reçoivent des services de fiducie de la part de la Société de fiducie privée MD.

Le Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD et le Fonds collectif d'actions américaines GPPMD offrent aussi des parts de série A à tous les épargnants admissibles. Ces parts ne sont pas offertes aux nouveaux souscripteurs. Les porteurs de parts de la série A peuvent toutefois conserver leurs parts, de même que souscrire d'autres parts de cette série.

Les parts de série D sont offertes aux investisseurs admissibles qui souscrivent des titres par l'intermédiaire d'une plateforme d'exécution d'ordres sans conseils approuvée par Gestion MD limitée.

Les parts de série F sont offertes à tous les clients de Gestion MD limitée qui sont des épargnants admissibles et qui ont un compte à honoraires de Gestion MD limitée.

Les parts de série I ont été établies afin de soutenir le Portefeuille conservateur Précision MD, le Portefeuille équilibré modéré Précision MD, le Portefeuille équilibré de croissance Précision MD, le Portefeuille de croissance maximale Précision MD, le Portefeuille de revenu équilibré Précision MD et le Portefeuille de croissance modérée Précision MD. Ces parts ne sont offertes qu'aux six Fonds susmentionnés et à certains investisseurs institutionnels, et elles ne font pas l'objet de frais de gestion.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes IFRS de comptabilité. La préparation des présents états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité exige de la direction qu'elle exerce un jugement dans l'application des méthodes comptables, dans l'établissement d'estimations et dans la formulation d'hypothèses sur l'avenir. Les jugements et les estimations comptables critiques retenus par le gestionnaire sont décrits à la note 7.

3. Informations significatives sur les méthodes comptables

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle des Fonds. La valeur de la trésorerie, des placements et des autres actifs ou passifs en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur le jour de l'évaluation. Les opérations effectuées en cours

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

d'exercice dans des devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur le jour de l'opération. La différence dans le taux de change entre la date de l'opération et la date de règlement de l'opération est imputée au revenu dans les états du résultat global. Les gains et les pertes de change liés à la trésorerie sont inscrits au poste « Gain (perte) de change sur la trésorerie », tandis que ceux liés à d'autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés en tant que gain (perte) net(te) sur la vente de placements ou sur les dérivés.

Toute l'information financière est présentée en dollars canadiens et a été arrondie au millier le plus près, sauf indication contraire.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers des Fonds sont classés et évalués conformément à l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »). Les Fonds comptabilisent les actifs et passifs financiers dans les états de la situation financière lorsqu'ils deviennent partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les instruments financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou que les Fonds ont transféré la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont rattachés. Par conséquent, les achats et ventes de placements sont comptabilisés à la date de la transaction.

Les Fonds classent leurs placements, y compris les dérivés, à la juste valeur par le biais du résultat net (la « JVRN »). Les placements sont classés en fonction du modèle économique adopté par les Fonds pour gérer leurs placements, ainsi qu'en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments. Le portefeuille de placements est géré et son rendement est évalué à la juste valeur, conformément à la stratégie de placement des Fonds. Les Fonds mettent principalement l'accent sur les données à la juste valeur, qu'ils utilisent comme critère d'évaluation pour apprécier la performance et pour prendre des décisions. Les flux de trésorerie contractuels des titres de créance des fonds correspondent généralement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts; toutefois, la perception des flux de trésorerie contractuels est accessoire à l'atteinte des objectifs du modèle économique des Fonds. Ainsi, tous les placements sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Après la comptabilisation initiale, les placements, y compris les dérivés, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont présentés dans les états du résultat global des exercices au cours desquels ils surviennent.

L'obligation des Fonds à l'égard de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables est évaluée à la juste valeur par le biais du résultat net, la juste valeur correspondant à la valeur de rachat à la date de clôture.

La trésorerie est évaluée à la juste valeur à la comptabilisation initiale et au coût amorti par la suite.

Les autres actifs et passifs financiers, comme les intérêts courus et les dividendes à recevoir, les montants à recevoir sur les opérations de placement, les souscriptions à recevoir, les montants à recevoir sur le prêt de valeurs mobilières, les distributions à verser, les montants à payer sur les opérations de placement et les rachats à payer, sont initialement constatés à leur juste valeur, nette des frais d'opérations, puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Suivant cette méthode, ces actifs et passifs financiers doivent refléter le montant à payer ou à recevoir, actualisé au taux d'intérêt contractuel effectif, s'il y a lieu.

ACTIF NET ET VALEUR LIQUIDATIVE

Les méthodes comptables appliquées pour mesurer la juste valeur des placements et des dérivés des Fonds sont les mêmes que celles utilisées pour mesurer la valeur liquidative lors d'opérations avec les porteurs de parts conformément à la Partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »).

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur des actifs financiers non dérivés sont inscrits dans l'état du résultat global au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements », puis au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur la vente de placements » à la vente du placement.

Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés sont inscrits dans les états du résultat global au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des instruments dérivés », puis au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés » à leur dénouement ou à leur expiration, le cas échéant.

Les intérêts à distribuer figurant dans les états du résultat global représentent les intérêts nominaux perçus par les Fonds, comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus de dividendes et les distributions aux porteurs de parts sont comptabilisés à la date ex-dividende. Les distributions provenant des fonds sous-jacents et découlant des intérêts, du revenu étranger et des retenues à la source connexes, des dividendes canadiens et des gains en capital nets réalisés sont comptabilisées à leur déclaration. Les gains ou les pertes réalisés sur les opérations de placement ainsi que la plus-value ou la moins-value latente des placements sont calculés selon la méthode du coût moyen, qui ne tient pas compte des commissions de courtage ni des autres frais liés aux opérations. Les frais d'opérations, notamment les commissions de courtage, sont comptabilisés en résultat au moment où ils sont engagés.

COMPENSATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les Fonds opèrent compensation des actifs et passifs financiers et présentent le montant net dans les états de la situation financière lorsqu'ils ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'ils ont l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans le cadre normal de leurs activités, les Fonds peuvent conclure diverses conventions-cadres de compensation ou d'autres conventions similaires qui ne répondent pas aux critères aux fins de compensation dans les états de la situation financière, mais qui permettent toutefois de compenser les montants connexes dans certaines circonstances, comme la faillite ou la rupture d'un contrat. Les actifs et passifs financiers faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation ou d'un accord similaire, ainsi que les effets potentiels de la compensation, sont présentés dans les « Notes propres au Fonds » du Fonds concerné.

Les opérations avec des contreparties sont régies selon des conventions-cadres de compensation distinctes. Chaque convention autorise le règlement par compensation de certains contrats ouverts lorsque le Fonds et la contrepartie concernée choisissent tous deux de régler au montant net. En l'absence d'une telle convention, les contrats sont réglés au montant brut. Toutefois, chaque partie à la convention-cadre de compensation aura la possibilité de régler tous les contrats ouverts au montant net dans l'éventualité d'un manquement de l'autre partie.

OPÉRATIONS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

Les opérations sans effet sur la trésorerie présentées dans les tableaux des flux de trésorerie comprennent les distributions réinvesties des fonds communs de placement sous-jacents et les dividendes en actions des placements en actions. Ces montants représentent les revenus hors trésorerie comptabilisés dans les états du résultat global. En outre, des reclassements entre les séries d'un même fonds sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie et, de ce fait, ont été exclus des postes « Produit de l'émission de parts rachetables » et « Paiement en trésorerie au rachat de parts rachetables » présentés dans les tableaux des flux de trésorerie.

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La « juste valeur » s'entend du prix qui serait obtenu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une opération normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les placements sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à la juste valeur. Dans le cas des titres négociés sur un marché actif, la juste valeur correspond au cours de marché à la date de clôture, obtenu auprès de services indépendants de fixation des prix. Les Fonds utilisent le dernier cours de négociation des actifs et passifs financiers, dans la mesure où ce dernier tombe dans l'écart entre les cours acheteur et vendeur du jour. Dans le cas contraire, le gestionnaire détermine un point compris dans cette fourchette qui représente au mieux la juste valeur, à la lumière des faits et circonstances propres à l'élément visé. Dans le cas des placements non négociés sur un marché actif, ou des titres pour lesquels le gestionnaire estime que les derniers cours ne sont pas fiables, la juste valeur est estimée en fonction des techniques d'évaluation établies par le gestionnaire. Les techniques d'évaluation établies par le gestionnaire sont fondées sur les données observables du marché sauf dans les cas où il n'existe pas de données du marché pertinentes ou fiables. La valeur des titres estimée au moyen des techniques d'évaluation non fondées sur les données observables du marché, s'il y a lieu, est indiquée dans la section des risques liés aux instruments financiers des états financiers.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Un dérivé est un contrat financier conclu entre deux parties et dont la valeur est dérivée de la valeur d'un actif sous-jacent comme une action, une obligation, un produit de base, un taux d'intérêt ou une devise. Certains Fonds peuvent utiliser des dérivés, comme les options, les contrats à terme normalisés ou de gré à gré, les swaps et d'autres instruments de même nature, d'une façon jugée appropriée pour atteindre leurs objectifs de placement. Les dérivés peuvent être utilisés à des fins de couverture, c'est-à-dire pour protéger le cours d'un titre, un taux de change ou un taux d'intérêt contre les variations défavorables, et à des fins autres que de couverture, c'est-à-dire pour obtenir des positions sur des titres, des indices ou des devises sans investir directement dans ceux-ci. Les dérivés comportent divers risques, notamment le risque que la contrepartie ne respecte pas ses obligations aux termes du contrat, le risque d'illiquidité des marchés et le risque de prix pouvant faire gagner ou perdre aux Fonds des montants supérieurs à ceux qui figurent dans les états de la situation financière. Les dérivés affichant des gains latents sont classés dans l'actif courant à titre d'instruments financiers dérivés, tandis que ceux qui affichent des pertes latentes sont classés dans le passif courant à titre d'instruments financiers dérivés.

Contrats de change à terme

Certains Fonds peuvent conclure des contrats de change à terme aux fins de couverture ou à d'autres fins lorsqu'une telle activité est conforme à leurs objectifs de placement et permise par les autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières. Un contrat de change à terme est un accord conclu entre deux parties qui s'entendent pour acheter et vendre une devise à une date et à un prix convenus. Les fonds concluent des contrats de change à terme avec des contreparties autorisées, et ces contrats sont comptabilisés à la juste valeur. Leur juste valeur varie en fonction de l'évolution des taux de change. La juste valeur des contrats de change à terme est inscrite dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Les contrats de change à terme sont évalués à la valeur de marché quotidiennement, et les variations de leur juste valeur sont inscrites au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des instruments dérivés ». Au dénouement des contrats, le gain ou la perte cumulé(e) est comptabilisé(e) au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés ». Les

montants notionnels des contrats ouverts sont indiqués dans la liste des instruments dérivés de l'inventaire du portefeuille.

Contrats à terme normalisés

Les contrats à terme normalisés sont évalués chaque jour d'évaluation au moyen du cours de clôture affiché sur le marché public pertinent. Leur juste valeur est inscrite dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Les gains et pertes découlant des contrats à terme sont comptabilisés au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des instruments dérivés » des états du résultat global jusqu'au dénouement ou à l'expiration des contrats, moment auquel les gains ou pertes sont réalisés et inscrits au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés ».

Swaps sur défaillance de crédit

Certains Fonds peuvent conclure des swaps sur défaillance de crédit, principalement pour gérer ou exploiter un risque de crédit, lorsqu'une telle activité est conforme à leurs objectifs de placement et permise par les autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières. Le swap sur défaillance de crédit est une entente entre le Fonds et une contrepartie en vertu de laquelle l'acheteur du contrat reçoit une protection de crédit et le vendeur garantit la solvabilité rattachée à un titre de créance de référence. Le titre de créance de référence peut correspondre à un simple titre de créance souveraine ou de société, à un indice obligataire ou à une tranche d'indice obligataire. Le risque de crédit auquel s'expose un Fonds relativement à l'actif de référence est comparable à celui qu'aurait pris le Fonds en investissant directement dans le titre de créance. Si les Fonds sont acheteurs de protection et que survient un événement de crédit, tel que le terme est défini dans le contrat de swap correspondant, les Fonds sont en droit de recevoir du vendeur : i) le montant notionnel du swap en échange du titre de créance de référence; ou ii) un montant de règlement net égal au montant notionnel du swap moins la valeur de recouvrement du titre de créance. Si les Fonds sont vendeurs de protection et que survient un événement de crédit, tel que le terme est défini dans le contrat de swap correspondant, les Fonds doivent verser à l'acheteur : i) le montant notionnel du swap en échange du titre de créance de référence, d'autres obligations livrables ou des titres sous-jacents liés à l'indice de référence; ou ii) en trésorerie ou en titres, un montant de règlement net égal au montant notionnel du swap moins la valeur de recouvrement du titre de référence ou des titres sous-jacents liés à l'indice de référence. Le risque de crédit maximal auquel s'expose un Fonds à la vente d'un contrat de protection correspond au montant notionnel du contrat en question.

Pendant la durée du contrat, l'acheteur verse au vendeur des paiements périodiques, tant qu'aucune défaillance ne survient. Ces paiements versés ou reçus s'accumulent quotidiennement et sont comptabilisés au poste « Produits (charges) d'intérêts net(te)s sur les contrats de swap » dans les états du résultat global. Les swaps sur défaillance de crédit figurent dans la liste des instruments dérivés. Les variations de la valeur des swaps sur défaillance de crédit et toute prime initiale versée ou reçue sont inscrites dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Au dénouement des contrats de swap sur défaillance de crédit, les gains ou les pertes (y compris les primes initiales) sont réalisés et comptabilisés au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés » des états du résultat global. Les modalités du contrat de swap peuvent prévoir le dépôt, en garantie, d'un montant en trésorerie ou de titres.

Swaps de taux d'intérêt

Certains Fonds peuvent conclure des swaps de taux d'intérêt, notamment pour gérer ou exploiter le risque découlant des variations des taux. Le swap de taux d'intérêt est une entente entre le Fonds et une contrepartie en vertu de

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

laquelle les parties conviennent d'échanger un paiement fixe contre un paiement variable en fonction d'un taux d'intérêt et d'un montant notionnel convenu.

Pendant la durée du contrat, chaque partie verse à l'autre des paiements périodiques. Ces paiements versés ou reçus s'accumulent quotidiennement et sont comptabilisés au poste « Produits (charges) d'intérêts net(te)s sur les contrats de swap » dans les états du résultat global. Les swaps de taux d'intérêt figurent dans la liste des instruments dérivés. Les variations de la valeur des swaps de taux d'intérêt et toute prime initiale versée ou reçue sont inscrites dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Au dénouement des contrats de swap de taux d'intérêt, les gains ou les pertes (y compris les primes initiales) sont réalisés et comptabilisés au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés » de l'état du résultat global.

Swaps sur rendement total

Certains Fonds peuvent conclure des contrats de swap sur rendement total principalement pour gérer leur exposition à l'instrument sous-jacent ou obtenir une telle exposition. Un swap sur rendement total est une entente entre le Fonds et une contrepartie en vertu de laquelle les parties conviennent d'échanger un ou des flux de trésorerie en fonction du prix d'un instrument sous-jacent et d'un taux fixe ou variable.

Pendant la durée du contrat, le Fonds versera à la contrepartie des paiements périodiques en fonction d'un taux fixe ou variable. Ces paiements versés s'accumulent quotidiennement et sont comptabilisés au poste « Produits (charges) d'intérêts net(te)s sur les contrats de swap » dans les états du résultat global. À la date d'échéance, un flux net de trésorerie est échangé; le rendement total équivaut au rendement de l'instrument sous-jacent moins le taux de financement, le cas échéant. En tant que récepteur, le Fonds recevra des paiements si le rendement total net est positif et devra en verser si le rendement total net est négatif. Les swaps sur rendement total figurent dans la liste des instruments dérivés. Les variations de la valeur d'un contrat de swap sur rendement total sont inscrites dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Au dénouement des contrats de swap sur rendement total, les gains ou les pertes sont réalisés et comptabilisés au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés » des états du résultat global.

Swaps sur devises

Certains Fonds peuvent conclure des contrats de swap sur devises principalement pour gérer leur exposition au risque de change ou obtenir une telle exposition. Le swap sur devises est une entente en vertu de laquelle le Fonds et une contrepartie s'engagent à échanger les paiements d'intérêts et le capital sur des prêts libellés dans deux monnaies différentes.

Pendant la durée du contrat, chaque partie verse à l'autre des paiements périodiques. Ces paiements versés ou reçus s'accumulent quotidiennement et sont comptabilisés au poste « Produits (charges) d'intérêts net(te)s sur les contrats de swap » dans les états du résultat global. Les swaps sur devises figurent dans la liste des instruments dérivés. Les variations de la valeur des swaps sur devises et toute prime initiale versée ou reçue sont inscrites dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Au dénouement des contrats de swap sur devises, les gains ou les pertes (y compris les primes initiales) sont réalisés et comptabilisés au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés » des états du résultat global.

Options sur devises

Certains Fonds peuvent acheter des options sur devises. Ces options donnent le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre une certaine quantité

d'une devise à un taux et à une date déterminés. Elles peuvent servir de couverture contre les fluctuations des taux de change et permettent d'exploiter les devises étrangères.

Les options sur devises sont présentées dans la liste des instruments dérivés. Les variations de la valeur des options et toute prime versée sont inscrites dans les états de la situation financière à titre d'instruments financiers dérivés. Au dénouement des options sur devises, les gains ou les pertes (y compris les primes versées) sont réalisés et comptabilisés au poste « Gain (perte) net(te) réalisé(e) sur les instruments dérivés » des états du résultat global.

GESTION DU RISQUE DE CAPITAL

Les parts émises en circulation sont réputées faire partie du capital des Fonds. La souscription et le rachat des parts des Fonds ne sont assujettis à aucune exigence de capital particulière, mis à part à certains seuils de souscription minimale. Les parts des Fonds sont offertes en vente tout jour ouvrable et peuvent être rachetées ou émises à la valeur liquidative par part de leur série respective ce même jour ouvrable. L'expression « jour ouvrable » s'entend des jours où la Bourse de Toronto est active. La valeur liquidative de chaque série est calculée quotidiennement et elle correspond à la quote-part des actifs du Fonds attribuables à cette série, moins sa quote-part proportionnelle des passifs communs à toutes les séries du Fonds, moins les passifs propres à cette série. Les charges directement attribuables à une série sont imputées à cette série. L'actif, les passifs communs, les revenus et les autres dépenses sont attribués proportionnellement à chaque série selon la valeur liquidative relative de chacune. La valeur liquidative par part est égale à la valeur liquidative de chaque série d'un Fonds divisée par le nombre total de parts de cette série en circulation.

AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE PARTS RACHETABLES, PAR PART

L'augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part, présentée dans les états du résultat global, correspond à la variation de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables de chaque série pour l'exercice, divisée par le nombre moyen pondéré de parts en circulation pour cette série au cours dudit exercice.

OPÉRATIONS DE PRÊTS DE VALEURS MOBILIÈRES

Un Fonds peut recourir au prêt de valeurs mobilières dans le cadre d'une convention de prêt établie avec le dépositaire dans le but de générer un revenu supplémentaire. La valeur marchande totale de toutes les valeurs mobilières prêtées par le Fonds ne peut dépasser 50 % de son actif. Le Fonds reçoit une garantie, sous forme de valeurs mobilières jugées acceptables en vertu du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*, d'au moins 102 % de la juste valeur des valeurs mobilières prêtées. Les titres détenus en garantie sont généralement des obligations d'État ou de sociétés.

Le revenu provenant de prêts de valeurs mobilières est comptabilisé mensuellement au poste « Prêt de valeurs mobilières » lorsqu'il est à recevoir. Les données relatives aux prêts de valeurs mobilières figurent dans la rubrique « Prêt de valeurs mobilières » dans les « Notes propres au fonds ». L'agent de prêt de titres reçoit 20 % des revenus bruts tirés des prêts de valeurs mobilières du Fonds.

PARTS RACHETABLES

Certains Fonds émettent différentes séries de parts pouvant être rachetées au gré du porteur; elles ne sont cependant pas toutes assorties des mêmes droits. Ces parts sont classées en tant que passifs financiers. Les parts rachetables peuvent être échangées à tout moment contre un montant de trésorerie proportionnel à la quote-part de la série dans la valeur liquidative

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

du Fonds. Les parts rachetables sont comptabilisées au montant de rachat payable à la date des états de la situation financière si le porteur exerce son droit d'en demander le rachat par le Fonds. Les parts des Fonds ne comptant qu'une seule série ne répondent pas aux critères qui permettraient de les classer comme instruments de capitaux propres, car ces Fonds ont l'obligation de remettre de la trésorerie dans des circonstances autres que le rachat de parts. Chacun de ces Fonds doit distribuer chaque année son revenu imposable aux porteurs de parts et offre à ces derniers la possibilité de recevoir ces distributions en trésorerie.

PLACEMENTS DANS DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Une entité structurée est conçue de manière à ce que les droits de vote et autres droits similaires ne constituent pas le facteur prépondérant pour déterminer qui détient le contrôle de l'entité, par exemple lorsque les droits de vote concernent exclusivement les fonctions administratives et que les activités importantes sont régies par des ententes contractuelles.

Les stratégies de placement de certains Fonds prévoient des opérations régulières sur d'autres fonds. Les Fonds classent tous leurs placements dans d'autres fonds (« fonds émetteurs ») comme des placements dans des entités structurées non consolidées. Les Fonds investissent dans des fonds émetteurs dont les objectifs visent autant la protection du capital, la maximisation des revenus de dividendes que la croissance du capital à long terme et dont les stratégies de placement ne prévoient pas d'effet de levier. Les fonds émetteurs financent leurs opérations en émettant des parts rachetables au gré du porteur et offrent à ce dernier une participation proportionnelle dans leur actif net. Les Fonds détiennent des parts rachetables dans chacun de leurs fonds émetteurs et peuvent demander le rachat de leur placement quotidiennement. Les placements des Fonds dans un fonds émetteur sont assujettis aux modalités définies dans la documentation de placement du fonds émetteur respectif. La variation de la juste valeur de chaque fonds émetteur est inscrite dans les états du résultat global au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements ». L'exposition maximale d'un Fonds aux pertes résultant d'une participation dans un fonds émetteur est égale à la juste valeur de ses placements dans ce fonds émetteur. Dès qu'un Fonds cède les parts qu'il détient dans un fonds émetteur, il cesse d'être exposé au risque qui y est associé.

Certains Fonds effectuent des placements dans des fonds négociés en bourse (FNB), qui sont présentés dans l'inventaire du portefeuille. Ces Fonds ont déterminé que ces FNB sont des entités structurées non consolidées. Ces FNB reproduisent, dans toute la mesure du possible, le rendement des indices applicables, visent à produire une croissance du capital ou un revenu à long terme, le cas échéant, en investissant principalement dans les titres constituant l'indice de référence, dans les mêmes proportions relatives, ou cherchent à suivre les rendements des indices. Les FNB financent leurs activités en émettant des parts rachetables au gré du porteur et qui garantissent au porteur un intérêt proportionnel dans la valeur liquidative du FNB en question. Les FNB sous-jacents sont cotés en bourse.

Certains Fonds effectuent des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires ou d'autres types de créances. Ces titres comprennent des titres avec flux identiques, des titres garantis par des créances hypothécaires, des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, des titres adossés à des actifs, des titres garantis par des créances et d'autres titres qui représentent directement ou indirectement une participation dans des prêts hypothécaires sur un bien immobilier, qui sont garantis par ce type de prêts ou qui sont payables à partir de ce type de prêts. Les titres de créances et de capitaux propres ainsi émis peuvent être regroupés par tranches caractérisées par divers niveaux de subordination. Ces titres peuvent donner

lieu à un paiement mensuel d'intérêts ou de capital. Les titres adossés à des créances hypothécaires sont créés à partir d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux ou résidentiels, notamment des prêts hypothécaires établis par des institutions d'épargne et de prêt, des banques de crédit hypothécaire et des banques commerciales. Les titres adossés à des actifs sont créés à partir de nombreux types d'actifs, notamment des prêts auto, des créances de cartes de crédit, des prêts sur valeur domiciliaire et des prêts étudiants. L'exposition maximale des Fonds aux pertes résultant d'une participation dans des titres adossés à des créances hypothécaires est égale à la juste valeur de leurs placements dans ces titres comme le présente l'inventaire du portefeuille.

Un tableau décrivant les types d'entités structurées que les Fonds ne consolident pas, mais dans lesquels ils détiennent une participation est présenté dans les « Notes propres au fonds » des états financiers.

NORMES COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

En avril 2024, l'International Accounting Standards (l'« IASB ») a publié IFRS 18, *États financiers : Présentation et informations à fournir* (l'« IFRS 18 »). L'IFRS 18, qui remplace l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, établit de nouvelles dispositions en matière de présentation de catégories distinctes et de sous-totaux définis dans l'état du résultat global, de nouvelles informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction et des exigences additionnelles en matière de regroupement et de ventilation d'informations. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027 et une application anticipée est permise. Le gestionnaire évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

4. Charges

FRAIS DE GESTION ET FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DE CONSEILS EN PLACEMENT

Le gestionnaire reçoit des frais de gestion pour certaines séries des Fonds. Les frais de gestion couvrent les coûts rattachés à la gestion des Fonds, à la planification des analyses de placement, à la formulation de recommandations et à la prise de décisions de placement, à l'organisation du versement, à la mise en marché et à la promotion des Fonds et à la prestation d'autres services. Ces frais sont représentés par un taux annualisé fondé sur la valeur liquidative de chaque série des Fonds. Les frais payés par les Fonds sont calculés chaque jour et payables chaque semaine.

Aucuns frais de gestion ne sont imputés par le gestionnaire des Fonds à l'égard des titres suivants : parts du Fonds collectif d'actions internationales GPPMD, du Fonds collectif d'obligations à court terme GPPMD, du Fonds collectif d'obligations GPPMD, du Fonds collectif de dividendes GPPMD, du Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD, du Fonds collectif d'occasions tactiques mondiales GPPMD et du Fonds collectif d'occasions tactiques mondiales GPPMD et du Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD; parts de série Fiducie privée du Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD et du Fonds collectif d'actions américaines GPPMD; parts de série A du Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD, du Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD, du Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD et du Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD, puisque les porteurs de ces parts ont convenu de payer directement à Conseils en placement privés MD des frais de gestion de compte négociés séparément, en fonction de l'actif sous gestion, jusqu'à concurrence de 1,56 %.

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

Les séries suivantes versent au gestionnaire des Fonds concernés des honoraires de gestion annuels, hors taxe de vente, comme suit :

Fonds	Série A	Série D	Série F	Parts de série Fiducie privée
Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD	1,25 %	s. o.	s. o.	–
Fonds collectif d'actions américaines GPPMD	1,25 %	s. o.	s. o.	–
Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD	0,40 %	1,08 %	0,71 %	s. o.
Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD	–	s. o.	0,04 %	s. o.
Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD	–	s. o.	0,07 %	s. o.
Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD	–	s. o.	0,19 %	s. o.

Les porteurs de parts de série A du Fonds collectif d'actions internationales GPPMD doivent payer des frais supplémentaires de conseils en placement facturés par le conseiller du Fonds. Comme le gestionnaire prend en charge une portion de ces frais, le Fonds en acquitte une partie, qui varie de 0,20 % à 0,30 % de la valeur liquidative.

Les porteurs de parts de série A du Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD doivent payer des frais supplémentaires de conseils en placement facturés par le conseiller du Fonds. Comme le gestionnaire prend en charge une portion de ces frais, le Fonds en acquitte une partie, qui varie de 0,40 % à 0,50 % de la valeur liquidative.

FRAIS D'ADMINISTRATION

Chaque Fonds (sauf le Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD, relativement aux parts de séries I, F et D) acquitte certaines charges d'exploitation relatives qui lui sont propres, comme le permet l'organisme de réglementation des valeurs mobilières. Ces charges comprennent notamment des frais de commission, d'audit, de garde et d'émission, les frais et charges du CEI, toutes les dépenses liées aux prospectus et aux assemblées des porteurs de parts, de même que les frais de service des fonds. Les charges d'exploitation associées à une série de parts dans son ensemble sont réparties au prorata parmi les Fonds auxquels elles sont rattachées. Le gestionnaire des Fonds peut en tout temps renoncer aux charges d'exploitation que doivent payer les Fonds, ou les prendre en charge.

En contrepartie des frais d'administration de 0,20 % calculés sous forme de pourcentage annuel fixe de la valeur liquidative du Fonds, le gestionnaire assume une partie des charges d'exploitation des parts des séries F et D du Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD. Ces charges comprennent les frais de dépôt réglementaire et les autres charges d'exploitation courantes, comme les frais d'audit et de garde, les frais juridiques et toutes les charges liées aux prospectus et aux assemblées des porteurs de parts, à la comptabilité, à l'évaluation, à la préparation des rapports et la tenue des registres, les frais du CEI, ainsi que d'autres charges. Les frais d'administration sont calculés chaque jour et payés chaque mois. Aucuns frais d'administration ne s'appliquent aux parts de série I du Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD. Les frais d'administration pour cette série sont payés directement par l'épargnant.

5. Opérations entre parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, en propriété exclusive, les sociétés de fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et Fonds d'investissement Tangerine Limitée, de même que le courtier en valeurs mobilières Scotia Capitaux Inc. (qui englobe ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut, pour le compte des Fonds, faire des opérations ou conclure des accords avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines autres sociétés liées à lui (individuellement, une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont menées dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

- Le gestionnaire facture des frais de gestion pour son rôle de fiduciaire et gestionnaire des Fonds, selon le cas, ainsi que des frais d'administration en contrepartie des charges d'exploitation qu'il assume, comme le décrit la note 4. Certains Fonds versent aussi à leur gestionnaire des frais supplémentaires de conseils (voir la note 4). Les frais de gestion, les frais d'administration et les frais supplémentaires de conseils sont indiqués dans des postes distincts dans les états du résultat global.
- Les gestionnaires de portefeuille des Fonds prennent les décisions d'achat et de vente de placements pour chacun des Fonds. Certaines opérations de portefeuille peuvent également être exécutées par une partie liée aux Fonds, pour le compte de ces derniers, pourvu que ses tarifs, services et autres conditions soient comparables à ceux offerts par d'autres courtiers. La partie liée recevra alors des commissions versées par les Fonds concernés. Les commissions de courtage versées aux parties liées pour les périodes closes les 30 juin 2025 et 2024 s'établissent comme suit (en milliers de dollars) :

Fonds	30 juin 2025	30 juin 2024
Fonds collectif de dividendes GPPMD	73	33
Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD	–	–
Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD	119	165
Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD	–	–
Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD	4	4
Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD	2	–
Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD	–	–
Fonds collectif d'actions américaines GPPMD	105	–
Fonds collectif d'actions internationales GPPMD	12	–

- Le gestionnaire a reçu l'aval du Comité d'examen indépendant pour investir la trésorerie des Fonds auprès de la Banque Scotia aux taux du financement à un jour en vigueur sur le marché. L'intérêt perçu par les Fonds est inclus au poste « Intérêts à distribuer » dans les états du résultat global.
- Le Fonds peut investir dans des fonds de placement gérés par le gestionnaire. Ces placements sont alors présentés à l'inventaire du portefeuille du fonds.
- Le gestionnaire a reçu l'aval du Comité d'examen indépendant des Fonds pour acheter des titres de parties liées, comme la Banque Scotia. Tout titre

de partie liée détenu est présenté dans l'inventaire du portefeuille des Fonds concernés. Les Fonds peuvent aussi conclure des opérations sur dérivés avec la Banque Scotia.

- Les distributions reçues de fonds qui sont des parties liées sont incluses dans les « Revenus tirés des fonds sous-jacents » dans les états du résultat global.

COMITÉ D'EXAMEN INDÉPENDANT

Le gestionnaire a mis sur pied un Comité d'examen indépendant (CEI), comme l'exige le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »). Le CEI examine les questions de conflit d'intérêts ayant trait aux activités des fonds. En outre, dans certaines situations, au lieu d'obtenir le consentement des porteurs de parts, un Fonds peut être restructuré avec un autre fonds commun de placement ou ses actifs pourront être transférés à un autre fonds commun de placement qui est géré par le gestionnaire ou une société membre de son groupe. Cette mesure nécessite l'approbation du CEI et les porteurs de parts reçoivent par écrit un avis au moins 60 jours avant la date d'entrée en vigueur du changement. L'approbation du CEI est également requise pour un remplacement d'auditeur.

Le CEI se compose de quatre personnes qui sont indépendantes du gestionnaire, des Fonds et des entités liées au gestionnaire.

Le gestionnaire paie la totalité des frais du CEI pour le compte des Fonds, et il répartit ces frais également entre chacun des Fonds. Le gestionnaire recouvre ces coûts en facturant des frais d'administration aux Fonds. Pour la période close le 30 juin 2025, chaque Fonds géré par le gestionnaire a payé environ 3 000 \$ au titre des frais du CEI.

FRAIS D'OPÉRATIONS À COURT TERME ET FRAIS DE RACHAT ANTICIPÉ

Les clients qui font racheter ou substituer des parts ou des actions d'un fonds MD se voient réclamer des frais de rachat anticipé correspondant à 2,00 % du montant des parts ou des actions rachetées ou substituées si le rachat ou la substitution se produit dans les trente (30) jours de leur date d'achat ou de substitution. Les frais de rachat sont comptabilisés à titre de revenus dans la période du rachat anticipé.

Les frais de rachat anticipé ne s'appliquent pas aux rachats ni aux substitutions :

- effectués dans le cadre des programmes de retraits systématiques et réguliers;
- lorsque le montant du rachat ou de la substitution est inférieur à 10 000 \$;
- découlant de la recommandation d'un conseiller MD ou d'un gestionnaire de portefeuille MD relativement à un plan financier.

6. Parts rachetables

Le capital des Fonds est représenté par un nombre illimité de parts autorisées sans valeur nominale. Les parts de toutes les séries sont rachetables au gré du porteur, à la valeur liquidative respective de la série. Chaque part donne droit à son porteur à une voix aux assemblées des porteurs de parts et lui confère, à parité avec les autres porteurs de parts de la même série des dividendes ou distributions, de la liquidation ou des autres droits afférents à cette série. Les distributions sur les parts d'un Fonds sont réinvesties dans des parts supplémentaires ou, si le porteur de parts le demande, versées en trésorerie. Le capital des Fonds est géré en fonction de chacun de ses objectifs de placement ainsi que des politiques et des restrictions présentées dans son prospectus ou ses documents de placement, selon le cas. La souscription et le rachat des parts des Fonds ne sont assujettis à aucune exigence de capital ou restriction particulière, mis à part à certains seuils de souscription minimale.

Les parts de chaque série des Fonds sont émises et rachetées à la valeur liquidative par part de leur série respective, laquelle est déterminée à la fermeture des marchés chaque jour où la Bourse de Toronto est active. On calcule la valeur liquidative par part en divisant la valeur liquidative par série par le nombre total de parts de cette série en circulation. Le nombre de parts émises et rachetées est présenté dans les « Notes propres au fonds ».

7. Estimations comptables et jugements critiques

La préparation d'états financiers exige que le gestionnaire fasse appel à son jugement dans l'application des méthodes comptables et dans la formulation d'estimations et d'hypothèses prospectives. Ces estimations sont fondées sur les données disponibles à la date de publication des états financiers. Les résultats réels pourraient différer de manière significative de ces estimations. La section qui suit décrit les estimations et les jugements comptables déterminants qui ont été retenus pour préparer les états financiers des fonds.

ENTITÉS D'INVESTISSEMENT

Conformément à l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, le gestionnaire a déterminé que les Fonds répondent à la définition d'une entité d'investissement, selon laquelle les Fonds ont l'obligation d'obtenir des fonds auprès de plus d'un investisseur, de leur fournir des services de gestion d'investissements, de déclarer à leurs investisseurs qu'ils ont pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital, de revenus d'investissement ou les deux, et de mesurer et d'évaluer le rendement de leurs placements à leur juste valeur. Ainsi, les Fonds ne consolident pas leurs placements dans des filiales, s'ils en ont, mais les évaluent plutôt à la juste valeur par le biais du résultat net, conformément à la norme comptable.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES TITRES ET DES DÉRIVÉS NON COTÉS SUR UN MARCHÉ ACTIF

À l'occasion, les Fonds peuvent détenir des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La juste valeur de ces titres peut être établie par les Fonds à partir de sources fiables ou de prix indicatifs provenant des teneurs de marché. Des cours fixés par les courtiers peuvent être obtenus auprès de sources à titre indicatif, mais n'ont aucune valeur exécutoire ou contraignante. Lorsque les données du marché ne sont pas disponibles, les Fonds peuvent évaluer leurs positions au moyen de modèles d'évaluation internes jugés adéquats par le gestionnaire, qui sont articulés autour de méthodes et de techniques d'évaluation généralement reconnues comme la norme dans le secteur. Les modèles sont, dans la mesure du possible, fondés sur des données observables. Néanmoins, le gestionnaire peut être contraint de formuler certaines hypothèses ou estimations concernant les risques, la volatilité et les corrélations, lorsque nécessaire. La modification des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence sur la juste valeur déclarée des instruments financiers. Selon la définition des Fonds, les « données observables » sont des données du marché faciles à obtenir, publiées ou mises à jour régulièrement, fiables, vérifiables et provenant de sources indépendantes ayant une présence active sur le marché en cause.

CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Lors du classement et de l'évaluation des instruments financiers des Fonds, le gestionnaire doit faire preuve de jugement pour déterminer la meilleure méthode de classement selon l'IFRS 9. Le gestionnaire a évalué le modèle économique des Fonds et a constaté que leurs placements, y compris leurs dérivés, devaient être gérés collectivement et que leur rendement serait évalué à la juste valeur. Le gestionnaire a donc déterminé que la juste valeur par le

biais du résultat net, conformément à l'IFRS 9, était la méthode d'évaluation et de présentation la plus pertinente pour les placements des Fonds.

8. Risques liés aux instruments financiers

Les Fonds utilisent des instruments financiers pour atteindre leurs objectifs de placement respectifs. Les placements des Fonds sont présentés dans l'inventaire du portefeuille de chacun d'eux, qui regroupe les titres par type d'actif, région et segment de marché.

L'utilisation d'instruments financiers expose les Fonds à divers risques liés aux instruments financiers. Les pratiques de gestion du risque des Fonds consistent notamment à établir des politiques de placement limitant l'exposition aux risques liés aux instruments financiers et à charger des conseillers en placement expérimentés et professionnels d'investir le capital des Fonds dans des titres conformément aux politiques de placement. Le gestionnaire suit régulièrement le rendement des conseillers des Fonds et leur respect des politiques de placement.

Les importants risques liés aux instruments financiers auxquels les Fonds sont exposés, de même que les pratiques particulières de gestion de ces risques figurent ci-après. Les risques propres à chaque Fonds figurent dans la section des risques liés aux instruments financiers des états financiers.

Les perturbations sur les marchés causées par les conflits géopolitiques, les crises sanitaires mondiales, les catastrophes naturelles et les tarifs douaniers élevés ont eu des répercussions à l'échelle mondiale et l'incertitude règne quant à leurs effets à long terme. De telles perturbations peuvent avoir un effet négatif sur les risques liés aux instruments financiers de chacun des Fonds.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une contrepartie à un instrument financier n'acquiesce pas ses obligations prévues au contrat, ce qui entraîne une perte. Les Fonds sont exposés au risque de crédit par leurs placements dans des obligations canadiennes et étrangères, des actions privilégiées et des instruments dérivés, ainsi que par la trésorerie et les placements à court terme, les montants exigibles des courtiers, les dividendes et intérêts à recevoir et les autres créances. Un Fonds peut effectuer des opérations de prêts de valeurs mobilières aux termes d'une convention prévoyant les restrictions énoncées dans la législation canadienne en valeurs mobilières. La garantie détenue est composée de titres à revenu fixe à notation élevée. Tous les titres visés par des conventions de prêts sont entièrement garantis.

Les risques de crédit découlant des placements à court terme et des titres à revenu fixe, notamment les obligations canadiennes et étrangères et les actions privilégiées, sont généralement limités à la juste valeur des placements figurant dans l'inventaire du portefeuille. Les Fonds limitent leur exposition à chaque émetteur, secteur ou catégorie de notation pris individuellement. La solvabilité des émetteurs dans lesquels les Fonds investissent est examinée régulièrement, et les portefeuilles sont rajustés au besoin de manière à atteindre le seuil indiqué dans leur prospectus respectif. Le risque de crédit de chaque Fonds, s'il y a lieu, figure dans la section des risques liés aux instruments financiers des états financiers.

Les risques de crédit découlant de la trésorerie sont limités à la valeur comptable figurant dans les états de la situation financière, sauf dans le cas du Fonds monétaire MD, où le risque de crédit se limite à la juste valeur inscrite dans l'inventaire du portefeuille. Les Fonds gèrent les risques de crédit que comportent la trésorerie et les placements à court terme en investissant dans des billets à court terme de qualité supérieure assortis d'une notation d'au moins R-1 (bas), de même qu'en limitant l'exposition à un même émetteur.

Certains contrats dérivés font l'objet d'accords de compensation aux termes desquels, en cas de défaut d'une partie, les obligations de l'autre partie s'éteignent et sont réglées à leur montant net. Ainsi, le risque de perte de crédit maximum sur contrats dérivés correspond à l'actif lié aux instruments financiers dérivés figurant dans les états de la situation financière. Chaque Fonds gère le risque de crédit lié aux instruments dérivés en concluant des contrats uniquement avec des contreparties ayant une notation approuvée. Le risque de crédit sur les montants exigibles de courtiers est minime puisque les opérations sont réglées par l'entremise de chambres de compensation où les titres ne sont remis que lorsque le paiement est reçu.

Le risque de crédit associé aux opérations de prêts de valeurs mobilières est limité par le fait que la valeur de la trésorerie ou des titres pris en garantie par les Fonds relativement à ces opérations correspond à au moins 102 % de la juste valeur des valeurs mobilières prêtées. La juste valeur marchande des garanties et des valeurs mobilières prêtées est évaluée chaque jour ouvrable. La valeur globale en dollars des valeurs mobilières en portefeuille prêtées est présentée dans les « Notes propres au fonds ».

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que les Fonds éprouvent des difficultés à remplir les obligations liées aux passifs financiers réglés en trésorerie ou au moyen d'un autre actif financier. L'exposition des Fonds au risque de liquidité découle principalement des rachats de parts au comptant. Tous les passifs financiers des Fonds sont exigibles d'ici un an, à l'exception des produits dérivés à plus longue échéance, comme l'indique l'inventaire du portefeuille. Pour gérer cette exigence de liquidité, les Fonds investissent principalement dans des titres liquides qui peuvent être facilement vendus sur des marchés actifs, et chaque Fonds peut emprunter jusqu'à concurrence de 5 % de sa valeur liquidative. À la clôture de l'exercice, aucun Fonds n'avait fait de prélèvement sur sa ligne de crédit.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change s'entend du risque que les valeurs des actifs et des passifs financiers libellés en devises fluctuent en raison de variations des taux de change. Dans la mesure où les Fonds détiennent des actifs et des passifs libellés en devises, ils sont exposés au risque de change. Un Fonds peut aussi utiliser des contrats de change à terme au gré du gestionnaire. Le risque de change de chaque Fonds, s'il y a lieu, figure dans la section des risques liés aux instruments financiers des états financiers.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur (calculée comme la valeur courante) des flux de trésorerie associée aux instruments financiers portant intérêt fluctue en raison de changements dans les taux d'intérêt ayant cours sur le marché. De façon générale, lorsque les taux d'intérêt augmentent, la juste valeur des instruments financiers portant intérêt diminue. Les instruments financiers dont le terme à courir est plus long sont généralement assortis d'un risque de taux d'intérêt plus élevé.

Les instruments financiers portant intérêt qui assujettissent les Fonds au risque de taux d'intérêt sont notamment les obligations canadiennes et étrangères et les titres adossés à des créances hypothécaires ou d'autres types de créances. Les Fonds peuvent aussi être exposés indirectement au risque de taux d'intérêt de par leurs positions en swaps de taux d'intérêt, qui figurent dans la liste des instruments dérivés. Les instruments du marché monétaire à court terme portent aussi intérêt et sont donc assujettis au risque de taux d'intérêt. Toutefois, en raison de la nature à court terme des titres, le risque de taux d'intérêt est généralement peu important.

Les pratiques de gestion du risque de taux d'intérêt des Fonds consistent notamment à établir des durations cibles en fonction des indices de référence

appropriés et d'ajuster les durations des Fonds en conséquence. Si on prévoit que les taux d'intérêt augmenteront, on peut raccourcir les durations pour limiter les pertes potentielles. À l'inverse, si on prévoit que les taux d'intérêt diminueront, les durations peuvent être rallongées pour augmenter les gains potentiels. L'exposition de chaque Fonds au risque de taux d'intérêt, s'il y a lieu, figure dans la section des risques liés aux instruments financiers des états financiers.

AUTRE RISQUE DE PRIX

L'autre risque de prix s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers diminue en raison des fluctuations des cours des instruments financiers autres que les baisses causées par le risque de taux d'intérêt et le risque de change. L'autre risque de prix découle de la sensibilité des instruments financiers aux changements dans le marché en général (risque de marché) de même que de facteurs propres à chaque instrument financier. L'autre risque de prix attribuable aux placements individuels est géré au moyen d'une diversification efficace du portefeuille et d'un choix minutieux des titres ainsi que des ajustements de la juste valeur lorsqu'il y a une volatilité considérable sur les marchés internationaux après la fermeture des marchés. L'exposition de chaque Fonds à l'autre risque de prix, s'il y a lieu, figure dans la section des risques liés aux instruments financiers des états financiers.

La section des risques liés aux instruments financiers des états financiers présente également les renseignements relatifs à l'exposition de chaque Fonds aux risques liés aux instruments financiers, y compris le classement hiérarchique selon la juste valeur.

RISQUES FINANCIERS LIÉS AUX FONDS COMMUNS DE PLACEMENT SOUS-JACENTS

Certains Fonds peuvent effectuer des placements dans d'autres fonds communs de placement. Ces placements sont régis par les conditions stipulées dans les documents d'émission de chacun des fonds sous-jacents et sont soumis aux risques liés aux instruments financiers qu'ils détiennent. La perte maximale à laquelle un Fonds est exposé du fait de sa participation dans un fonds commun de placement correspond à la juste valeur totale de ses placements dans ce fonds commun. Dès qu'un Fonds cède les parts qu'il détient dans un fonds commun de placement sous-jacent, il cesse d'être exposé au risque qui y est associé. La section des risques liés aux instruments financiers des états financiers de chaque Fonds précise son exposition aux placements dans des fonds communs de placement sous-jacents.

9. Évaluation de la juste valeur

Les Fonds classent les évaluations de la juste valeur selon les données d'entrée utilisées dans les techniques servant à mesurer cette juste valeur. Ainsi, une entité doit classer chaque instrument financier sous l'un des trois niveaux de juste valeur suivants :

Niveau 1 – pour les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – pour les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – pour les données fondées sur des données de marché non observables.

Le classement d'un instrument financier est déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas ayant une importance pour l'évaluation de la juste valeur.

Toutes les évaluations de la juste valeur sont récurrentes. La valeur comptable de la trésorerie, des montants à recevoir sur les opérations de placement,

des dividendes et intérêts à recevoir, des souscriptions à recevoir, des montants à payer sur les opérations de placement, des rachats à payer, des distributions à verser ainsi que de l'obligation des Fonds à l'égard de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables est approximativement égale à leur juste valeur, compte tenu de la nature à court terme de ces éléments. Les titres et dérivés sont classés au niveau 1 de juste valeur, dans la mesure où il s'agit de titres ou de dérivés activement négociés dont la valeur à la cote est disponible. Si un instrument classé au niveau 1 cesse d'être activement négocié, il est déclassé. Le cas échéant, la juste valeur est déterminée à partir de données de marchés observables (opérations sur titres similaires du même émetteur, par exemple), et l'instrument est classé au niveau 2, sauf si l'évaluation de sa juste valeur est fondée sur des données de marché importantes qui ne sont pas observables, auquel cas il est classé au niveau 3. Des changements dans les méthodes d'évaluation pourraient donner lieu au transfert d'actifs ou de passifs à un autre niveau. L'information sur les niveaux en fonction des données d'entrée est présentée dans la section des risques liés aux instruments financiers de chaque Fonds.

Les instruments financiers de niveau 3 sont examinés par le comité d'évaluation de la juste valeur des Fonds. Ce comité examine la pertinence des données d'entrée des modèles d'évaluation et les résultats de l'évaluation au moyen de méthodes d'évaluation généralement reconnues comme la norme dans le secteur d'activité. Les informations quantitatives sur les données d'entrée non observables, la sensibilité des évaluations de la juste valeur aux variations des données d'entrée non observables et les corrélations entre ces données d'entrée sont présentées dans la section « Évaluation de la juste valeur » des notes propres au Fonds si des données d'entrée non observables importantes sont utilisées pour l'évaluation des instruments financiers de niveau 3.

ACTIONS

Les actions des Fonds sont classées au niveau 1 lorsqu'elles sont activement négociées et qu'un prix fiable est observable. Les Fonds ont recours à des services d'évaluation tiers pour ajuster la juste valeur des titres étrangers lorsque leur cours a fluctué, au-delà d'un certain seuil, sur les marchés nord-américains après la clôture des marchés étrangers. Les paramètres d'application des ajustements de la juste valeur sont fondés sur des données observables sur le marché. Le cas échéant, les titres étrangers seront classés au niveau 2.

OBLIGATIONS ET PLACEMENTS À COURT TERME

Les titres de créance se négocient généralement sur le marché hors cote plutôt que sur un marché boursier. Les obligations, notamment les obligations d'État et de sociétés, les obligations et les billets convertibles et municipaux, les prêts bancaires, les obligations du Trésor américain et du Trésor canadien, les émissions souveraines et les obligations étrangères, sont habituellement évaluées par des services d'évaluation des prix, qui se basent sur les cours fournis par les courtiers, les opérations déclarées et les évaluations provenant de modèles internes. Ceux-ci s'appuient sur des données observables comme les courbes de taux d'intérêt, les différentiels de taux et la volatilité. Les données importantes pour l'évaluation sont généralement observables; par conséquent, les obligations et les placements à court terme des Fonds sont classés au niveau 2. Si la détermination de la juste valeur fait intervenir des données non observables importantes, l'évaluation est alors classée au niveau 3.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

En général, les positions des Fonds dans des fonds communs de placement et des fonds négociés en bourse sont négociées activement, et un prix fiable est observable; par conséquent, elles sont classées au niveau 1.

Notes annexes

Pour les semestres clos les 30 juin 2025 et 2024

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments dérivés sont les contrats de change à terme, les swaps de taux d'intérêt, les swaps sur défaillance de crédit et les options sur devises dont l'évaluation est principalement fondée sur le montant notionnel des contrats, sur l'écart entre le taux contractuel et le taux du marché à terme pour la devise en cause, sur les taux d'intérêt et sur les différentiels de taux. Ces instruments dérivés sont classés au niveau 2.

Les contrats à terme normalisés et les options qui se négocient sur une bourse nationale sont comptabilisés au dernier prix de vente ou de règlement déclaré le jour de l'évaluation. Dans la mesure où ces instruments financiers dérivés sont négociés activement, ils sont classés au niveau 1.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS (Y COMPRIS LES TITRES NON COTÉS)

Si les méthodes d'évaluation des placements décrites précédemment ne conviennent pas, les Fonds effectueront une estimation de la juste valeur d'un placement au moyen de procédures établies d'évaluation de la juste valeur, en examinant entre autres l'information publique, les cotes de courtiers, les modèles d'évaluation, les décotes par rapport aux prix du marché de titres similaires ou les décotes appliquées en raison de restrictions sur la vente des titres, ainsi que les données de fournisseurs externes de services d'évaluation de la juste valeur.

La section des risques liés aux instruments financiers des états financiers de chaque Fonds résume le niveau d'utilisation des prix cotés sur les marchés (niveau 1), des modèles internes avec données observables sur le marché (niveau 2) et des modèles internes sans données observables sur le marché (niveau 3).

10. Impôt sur le revenu

Le Fonds est une fiducie de fonds commun de placement selon les dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et est par conséquent assujéti à l'impôt sur le revenu pour l'année, y compris sur les gains en capital nets réalisés qui ne sont pas payés ou payables aux porteurs de parts à la fin de l'année. Le gestionnaire a l'intention que la totalité du revenu de placement net annuel et qu'un montant suffisant des gains en capital imposables réalisables nets soient distribués aux porteurs de parts chaque année au plus tard le 31 décembre de sorte que les Fonds n'aient pas à payer d'impôt sur le revenu au Canada. Pour cette raison, les Fonds ne comptabilisent pas d'impôt canadien sur leur revenu dans leurs états financiers.

PERTES REPORTÉES PROSPECTIVEMENT

Les pertes en capital peuvent être reportées indéfiniment afin de réduire tout gain en capital net réalisé futur. Les pertes autres qu'en capital aux fins de l'impôt sur le revenu peuvent être reportées prospectivement sur une période maximale de 20 ans et appliquées en déduction des revenus de toutes sources. Étant donné que les Fonds ne comptabilisent pas d'impôt sur le revenu, l'économie d'impôt liée aux pertes en capital et autres qu'en capital n'a pas été reflétée dans les états de la situation financière. Au 31 décembre 2024, les Fonds suivants avaient des pertes en capital et des pertes autres qu'en capital pouvant être reportées prospectivement, telles qu'elles sont présentées ci-après (en milliers de dollars) :

Fonds	Année d'échéance	Perte autre qu'en capital \$	Perte en capital \$
Fonds collectif d'obligations à court terme GPPMD		-	226 565
Fonds collectif d'obligations GPPMD		-	600 724
Fonds collectif de dividendes GPPMD		-	-
Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD		-	171 514
Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD		-	-
Fonds collectif d'actions américaines GPPMD		-	-
Fonds collectif d'actions internationales GPPMD		-	-
Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD		-	-
Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD		-	147 785
Fonds collectif indiciel d'actions canadiennes GPPMD		-	-
Fonds collectif indiciel d'actions américaines GPPMD		-	190
Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD		-	5 603

RETENUE D'IMPÔT

À l'heure actuelle, les Fonds sont assujettis à des retenues d'impôts sur les revenus de placement et, dans certains cas, sur les gains en capital dans certains pays étrangers. Ces revenus et ces gains sont comptabilisés au montant brut, et les retenues d'impôts s'y rattachant sont présentées à titre de charge distincte à l'état du résultat global.

11. Paiements indirects

Le terme « paiements indirects » désigne la partie des commissions de courtage versées à certains courtiers qui est consacrée à des services de recherche, d'analyse statistique ou de soutien aux décisions de placement. Ces services aident le gestionnaire et ses sous-conseillers en placement à prendre des décisions éclairées pour les Fonds. La tranche des paiements indirects versés aux courtiers pour l'exécution d'opérations de portefeuille ne peut être déterminée pour les six premiers mois de 2025 et de 2024.



**Gestion
financière MD inc.**